

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE CASIER CIVIL

PAR

Constantin CATUNEANO

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera présenté et soutenu le 19 juin 1907

à 4 heure de l'après-midi



Président : M. PIEDELIÈVRE

Suffragants { MM. WEISS, *professeur.*
JACQUELIN, —

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

52, RUE MADAME, 52

—
1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBIOUSSE. — Casier d'état civil. *Rev. pratique*, t. IX, 1860. —
Casier des objets divers. *Rev. pratique*, t. XIII, 1862.
- BEUDANT. — Cours de droit civil français, t. I.
- CHARMONT. — *Revue critique*, 1893, p. 468.
- COCAT. — De la publicité en matière d'état et de capacité des personnes.
- HOTTENGER. — De la publicité appliquée aux éléments de la personnalité juridique.
- LOIR. — Centralisation des actes de l'état civil. *Rev. pratique*, t. XV et XVI, 1864.
- RAYNALD PETIET. — Publicité en matière d'état et d'incapacité des personnes. *Rev. critique*, t. XVI, 1887.
- RAMEAU. — De quelques modifications dans la tenue des registres de l'état civil. *Rev. critique*, t. XVI, 1887.
- THEUREAU. — Les casiers judiciaires et un projet de casiers civils.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Personne est tout être capable de droits et de devoir : capacité qui commence avec la naissance, en droit français et quelquefois, quand il s'agit d'une donation ou d'un avantage à son profit, au moment de la conception même.

Les attributs de la personnalité sont multiples : avoir un nom, un patrimoine, un domicile, un état et une capacité.

Nous nous occuperons, ici, seulement de l'état et de la capacité des personnes.

Pendant toute sa vie une personne a-t-elle le même état, a-t-elle la même capacité ? N'arrive-t-il pas quelquefois que des circonstances changent sensiblement ses droits et ses devoirs, même malgré elle ?

A toutes ces questions, nous répondrons affirmativement.

La *biographie juridique* de l'individu souffre des fluctuations continuelles et, dans la majorité des cas, l'effet de ces changements se répercute sur ceux qui, en igno-

rance de cause, en supportent les conséquences, vu les rapports continuels entre les différents membres de la famille et de la société.

Le législateur s'en est aperçu et des mesures de publicité pour parer aux surprises de ces changements, furent ordonnées par le Code civil et les lois postérieures. Seulement, les tiers sont-ils toujours à même de connaître au juste toutes ces fluctuations ? Non, leurs dispositions ne sont pas complètes, la loi présente encore des lacunes sur ce point.

A l'époque de la rédaction du Code civil, cette nécessité ne se présentait pas impérieuse. Or, depuis 100 ans qu'il est en vigueur, rien n'est-il changé en France ? Les relations sont-elles les mêmes ? L'industrie et le commerce n'ont-ils pas pris un essor considérable ? Certainement oui — et la réponse affirmative à toutes ces questions impose des garanties sérieuses contre la mauvaise foi, la ruse et la tromperie, qui, malheureusement, ont leur part dans les affaires. Une mesure générale de publicité, qui se fait sentir impérieusement, mettrait la bonne foi à l'abri et, en encourageant les transactions, affermirait le crédit qui, dans le développement croissant de la civilisation, est le piédestal de toutes les grandes entreprises commerciales et industrielles.

Anciennement, cette mesure remarquable ne se faisait pas sentir. Dans les sociétés constituées des tribus, la vie était peu intense, le commerce très restreint, chaque caste avec son propre travail suffisait aux besoins de tous les membres : les transactions étaient rares, et encore, quand cela arrivait, la procédure présentait un

formalisme dur et compliqué qui servait, en quelque sorte, à graver dans la mémoire la date et la nature de l'acte. Cela, en droit romain, en droit celtique et germanique, comme dans l'ancien droit français, faisait l'office d'une publicité, quoique des plus imparfaites.

Dans le droit français, vers le milieu du xvr^e siècle, dans l'intérêt du crédit public, des mesures de publicité furent ordonnées. Un arrêt du Parlement de Rouen, du 30 août 1555, concernant la séparation des biens, ordonne, sous peine de nullité, que les noms des époux fussent inscrits sur un tableau affiché au greffe du tabellionnage de la ville, où siégeait le tribunal qui avait rendu la sentence.

En Bourgogne, le Code Michaud prend des mesures analogues.

Un arrêt du Parlement de Paris, du 18 mars 1614 ordonne que les sentences d'interdiction « soient prononcées en audience et publiées aux marchés au son de trompe et cri public ». Le nom de l'interdit devait aussi être inscrit dans les études des notaires sur un tableau « près de la chapelle ». D'après d'Argentré, dans la coutume normande, la publication devait être faite à la paroisse et au marché.

Enfin, les conventions matrimoniales des commerçants sont soumises à une certaine publicité par l'ordonnance de 1673 dans le premier article du titre VIII. Elle statue, toujours sous peine de nullité, que toutes les clauses qui apporieraient dérogation à la communauté des biens des banquiers, marchands en gros et en dé-

tail, seront publiées à l'audience de la juridiction consulaire ou « *dans l'assemblée de l'hôtel commun des villes et insérées dans un tableau exposé en lieu public* ».

Dans les sociétés modernes, avec le développement dont nous avons parlé plus haut, avec de nouvelles nécessités et un acheminement continu vers le progrès, avec des boissons et aspirations nouvelles, de nouvelles lois correspondant à des nécessités imminentes s'imposent.

Nous voulons parler ici des dispositions générales de publicité concernant l'état et la capacité des personnes qui présenteraient des avantages réels à tous les points de vue. La sécurité des transactions sera grandement servie. Les informations juridiques, sûres et précises, qu'on pourrait avoir sur une personne par des moyens assez simples, éviteront les surprises désagréables qui se présentent après la conclusion d'un contrat et dans les relations sociales.

La justice elle-même sera débarrassée d'une multitude de procès dont la cause est souvent l'incapacité d'une des parties contractantes.

De la centralisation de ces mesures de publicité concernant l'état et la capacité des personnes, la famille tirerait profit. Elle servirait à établir le lien entre ses différents membres, lien que dans quelques cas il est bien utile de connaître : des droits naissent au profit des uns, des droits s'éteignent au détriment des autres. Il ne faut pas également oublier l'intérêt qu'on a à connaître la généalogie d'une personne, surtout quand elle

invoque à son profit des droits de succession qui ont été contestés ou violés.

Le législateur de 1804 ne s'occupe que dans une faible mesure de la publicité personnelle, mais vu l'intérêt considérable de cette question, des lois postérieures vinrent combler les lacunes du Code civil en cette matière, notamment les lois : de 1850 sur la *publicité du contrat de mariage*, de 1886 de la *séparation des biens*, de 1893 sur l'*interdiction*, et finalement la loi de 1897 qui, ordonnant l'*inscription du mariage en marge de l'acte de naissance*, fit un grand pas vers l'idée de *centralisation des actes de l'état civil*. Mais remarquons que ces dispositions ne furent prises qu'en vertu d'un principe nouveau correspondant à des besoins nouveaux, car, dans les législations antérieures, des mesures générales de publicité ne se firent nullement sentir.

Avant de traiter du « *casier civil* », nous suivrons et examinerons, à travers les textes du Code civil, les différentes mesures de publicité qu'il prend en matière d'état et de capacité des personnes, et les différentes lois postérieures destinées à combler les lacunes, montrant, d'un côté, leurs avantages réels, de l'autre, leur insuffisance peut-être ; et finalement nous exposerons les mesures générales de publicité et centralisation que nous croyons nécessaires, et les différentes propositions qui furent faites à cet effet.

Nous appelons « *casier civil* », l'institution des mesures d'ensemble de publicité et de centralisation des actes concernant la *vie civile*, actes modificatifs de l'état

et de la capacité des personnes, par opposition au casier judiciaire destiné à faire connaître les condamnations pénales. L'importance du casier judiciaire est incontestable : une pratique de plus de 50 ans nous l'a grandement montré ; le casier civil serait son auxiliaire indispensable. Son introduction dans la législation française nous en démontrera l'utilité.

PREMIÈRE PARTIE

DE L'ÉTAT ET LA CAPACITÉ DES PERSONNES

Avant de traiter des mesures de publicité que la loi édicte en matière d'état des personnes, nous allons d'abord fixer le sens du mot « *état* ». On entend par état les diverses qualités d'où résulte la jouissance des droits, c'est-à-dire la situation d'où résultent ces qualités. L'état d'une personne est donc l'ensemble des qualifications juridiques qu'elle peut porter, c'est aussi chacune de ces qualités en particulier, et la condition qui en résulte. Les différentes qualités de Français, d'étranger, d'époux, de père et mère, d'enfant naturel, légitime, adoptif, etc., sont autant d'états différents et à chacune de ces qualifications ou qualités correspondent certains droits et obligations qui en découlent — chacune d'elles constitue un état juridique. « Le même individu peut constituer autant de personnes, autant de personnalités qu'il y a de qualités répondant à un rôle particulier, et chacune de ces personnes peut avoir des droits et obligations distinctes. »

L'état se détermine pour chaque individu par sa naissance, et prend fin à sa mort ; mais, entre ces deux événements extrêmes, il n'est pas irrévocablement le même, car diverses causes qui peuvent faire acquérir diverses qualités, peuvent le modifier sensiblement. Citons : le mariage, le divorce, l'adoption, etc.

Il faut soigneusement distinguer les questions d'état et les questions de capacité, car si cette distinction n'est pas nécessaire à faire à propos de l'art. 3 Code civil, § 3, — puisque les lois qui concernent la capacité, ainsi que celles qui concernent l'état, sont de statut personnel ; dans notre matière, cette distinction présente une importance extrême et il est regrettable qu'elle soit parfois indécise.

Ainsi, parmi les faits constitutifs de l'état des personnes, il ne faut pas mentionner l'émancipation, l'interdiction, la nomination d'un conseil judiciaire, la séparation de corps, car ces faits, quoique modificatifs de la situation civile des personnes, influent plutôt sur leur capacité que sur leur état, touchent plutôt à l'exercice de leurs droits qu'à l'aptitude d'en être titulaires. Ainsi ces actes qui constatent l'émancipation, la nomination d'un conseil, la séparation de corps, ne peuvent être groupés parmi les actes de l'état civil. Il ne faut pas non plus mentionner parmi les actes constitutifs d'état, les admissions à domicile des étrangers en France, ni les jugements prononçant les déchéances, car si ces faits ont une importance, au point de vue de la jouissance des droits, ils ne sont que des faits accidentels dont il ne résulte pas un état proprement dit, c'est-à-dire une

situation stable, permanente, définitive (Cass., 6 nov. 1883, D. P. 1884, I, 471).

Etant donné les droits et les obligations que la loi attache à l'état des personnes, il importe que des mesures sérieuses soient prises pour que tout individu puisse facilement faire la preuve de l'état qui lui appartient, afin de pouvoir se prévaloir des droits que la loi y attache.

De l'autre côté, les tiers, — comme entre les deux événements qui fixent l'état des personnes, leur situation peut changer, — ont un intérêt remarquable à connaître les changements survenus à leur état, pour être à l'abri de toute surprise qui pourrait intervenir à la conclusion des contrats en général. Ce n'est pas là seulement l'intérêt de rendre public l'état des personnes. La publicité absolue concernant la vie juridique étant une condition essentielle du crédit, qui est la base des rapports de droit des individus, l'affermirait en encourageant en même temps les transactions.

Donc, de la publicité la plus absolue en matière d'état, il résulterait des avantages sérieux pour la personne elle-même, pour les tiers qui pourraient être en relations d'affaires avec elle, et dans un autre ordre d'idées, la circulation des biens serait facilitée par la sécurité dérivant de cette publicité. Les mêmes raisons militent en faveur d'une large publicité des faits modifiant la capacité des personnes et que nous décrirons soigneusement dans le cours de cette étude.

CHAPITRE PREMIER

De la publicité des actes de l'état civil.

Sont appelés généralement actes de l'état civil des écrits destinés à constater les faits constitutifs de l'état des personnes et à en fournir la preuve.

Indépendamment des actes de naissance, de mariage et de décès, il y en a encore d'autres qui ont trait à l'état des personnes. On peut signaler les décrets de naturalisation d'où résulte et qui prouvent l'état de Français, la reconnaissance d'enfant naturel qui établit l'état d'enfant naturel, les actes d'adoption d'où résulte et qui prouvent l'état d'enfant adoptif, etc. Tous ces actes relatifs à l'état des personnes sont des actes de l'état civil *lato sensu*, car ils constatent une qualité qui constitue un état auquel se rattache la jouissance de certains droits.

Toutefois le Code ne donne le nom d'actes de l'état civil qu'à ceux qui constatent les trois événements principaux de la vie des individus : les actes de naissance, de mariage et de décès, et il s'en occupe sérieusement en

ce qui concerne leur conservation, en ordonnant leur inscription sur des registres tenus à cet effet. Et comme il importe que l'état des personnes ne reste pas secret, le législateur a rendu publics les registres de l'état civil qui contiennent les principaux documents relatifs à leur état. D'après l'art. 45 Code civil, tout particulier peut se faire délivrer des extraits de registres. Mais la loi n'organise ici qu'une publicité incomplète. Ceux-là seuls qui connaissent l'état d'une personne, pourront se procurer, à l'aide des extraits de l'un des deux registres, la preuve de cet état. Ceux qui ignorent la situation d'une personne et qui auraient intérêt à la connaître tout entière, ne peuvent nullement profiter de la publicité offerte par le Code.

Le législateur, tout en prenant des mesures de publicité, n'a pas pensé à relier entre eux les divers faits concernant la même personne. Le Code fournit les moyens d'apporter la preuve officielle d'un fait dont on connaît l'existence : mais ne permet pas de connaître la situation d'une personne dont on ignore la vie civile. Les dispositions du Code civil sont donc insuffisantes, et nous allons le démontrer en passant rapidement en revue les faits constitutifs de l'état des personnes.

A. — NAISSANCE.

L'art. 57 du Code civil indique les énonciations que doit contenir l'acte de naissance : « L'acte de naissance

énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui seront donnés, les prénoms, noms, profession et domicile des père et mère, et ceux des témoins. » Ces énonciations sont-elles suffisantes ? Non, autant pour l'enfant légitime que pour l'enfant naturel.

En effet, pour l'enfant légitime, il serait intéressant de mentionner dans son acte de naissance la nationalité de ses parents, ainsi que les décrets de naturalisation obtenus par ceux-ci. Peut-être faudrait-il aussi énoncer, à côté du domicile des père et mère, leur lieu de naissance, ce qui faciliterait les recherches généalogiques.

En ce qui concerne l'enfant naturel, son acte de naissance, — à la différence de celui de l'enfant légitime —, ne prouve que sa filiation. C'est la reconnaissance et sa publicité qui nous intéressent ici. Or, lorsqu'il a été reconnu dans l'acte même de naissance, la publicité de cette reconnaissance est réalisée *ipso facto*, et il n'y a lieu de se préoccuper que du cas de reconnaissance postérieure. Alors, une certaine publicité est établie par l'art. 62 Code civil, modifié par la loi de 1893, où il est dit : « L'acte de reconnaissance d'un enfant naturel sera « inscrit sur les registres à sa date ; et il en sera fait « mention en marge de l'acte de naissance, s'il en existe « un. »

Les père et mère par leur mariage, peuvent donner à leur enfant naturel l'état d'enfant légitime. La loi du 17 août 1897, complétant l'art. 331 Code civil, assure la publicité de cette légitimation en prescrivant « qu'il

« sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte
« de naissance de l'enfant légitime ».

Malgré les droits de successibilité conférés à l'adopté sur les biens de l'adoptant par l'art. 350, le Code ne prescrit nulle part la mention de l'adoption en marge de l'acte de naissance des intéressés. Seule est prescrite l'inscription de l'adoption sur les registres de l'état civil du domicile de l'adoptant.

En ce qui concerne les enfants trouvés, l'art. 58 réglementant leur sort, décide que le procès-verbal qui contient les renseignements relatifs à l'enfant trouvé, sera inscrit sur les registres de l'état civil, et lui servira comme acte de naissance.

B. — MARIAGE.

Le mariage, avec les besoins et liens nouveaux qu'il crée, modifie profondément l'état des personnes.

L'art. 76 édicte les énonciations qui doivent être faites dans l'acte qui le constate :

1° Les prénoms, noms, professions, âge, lieux de naissance et domicile des époux ;

2° S'ils sont majeurs ou mineurs ;

3° Les prénoms, noms, professions et domiciles des père et mère ;

4° Le consentement des père et mère, aïeuls et aïeules et celui de la famille dans le cas où ils sont requis ;

5° Les actes respectueux, s'il en a été fait ;

6° Les publications dans les divers domiciles ;

7° Les oppositions ;

8° La déclaration des contractants de se prendre pour époux et le prononcé de leur union fait par l'officier de l'état civil ;

9° Les prénoms, noms des témoins ;

10° La déclaration qu'il a été fait ou qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage.

Nous étudierons les difficultés que soulève cette dernière mention au chapitre de la publicité en matière d'incapacité.

Les publications requises sont-elles de nature à nous intéresser en matière de publicité relative à l'état des personnes ? — Non. — La loi a voulu que ceux qui y avaient intérêt pussent faire opposition au mariage. Son but ne semble pas avoir été de faire connaître l'existence du mariage à ceux qui l'ignorent, quoique cela soit d'une importance remarquable pour les tiers, puisque, par le fait même du mariage, les immeubles du mari se trouvent grevés d'une hypothèque légale et que la femme mariée est frappée d'une incapacité variant avec le régime adopté.

Une grande innovation fut faite en matière de publicité du mariage par la loi du 17 août 1897, laquelle complète ainsi l'art. 76 : « Il sera fait mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance des époux. » Ici, nous voyons un acheminement vers l'institution que nous proposons : le « CASIER CIVIL ». La loi de 1897 établit une publicité absolue, puisque doréna-

vant, par le simple examen de l'acte de naissance d'un individu, on peut savoir s'il est marié ou non.

Ainsi le crime de bigamie devient presque impossible, et les fraudes qui résulteraient dans les contrats, du manque d'une publicité complète, se trouvent diminuées.

Le législateur a voulu également rendre publique la dissolution du mariage. Du vivant des époux, le divorce qui dissout le mariage est également soumis à une large mesure de publicité. La loi du 18 avril 1886, modifiant l'art. 251 Code civil, statue : Le dispositif du jugement ou de l'arrêt est transcrit sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré. Mention est faite de ce jugement ou arrêt en marge de l'acte de mariage, conformément à l'art. 49 Code civil.

Donc, comme la loi de 1897 renseigne les tiers, de la façon la plus complète, sur le mariage, il ne leur sera plus difficile d'en connaître la dissolution.

C. — DÉCÈS.

La loi cherche ici un double résultat :

- 1° Porter l'acte de décès à la connaissance des tiers ;
- 2° Parer aux dangers des inhumations précipitées.

L'art. 77 contient, à cet égard, de sages prescriptions.

L'acte de décès doit toujours être dressé : il a pour but de constater le fait du décès, l'individualité de la personne décédée.

C'est sur les registres de la commune où s'est produit le décès, qu'il doit être inscrit l'acte qui le constate.

C'est ici un point faible de la législation.

Il n'y a aucun lien entre l'acte du décès de l'individu et les autres actes concernant la personne décédée.

Supposons qu'une personne meure loin de son domicile ordinaire, ou loin de son lieu de naissance, comment les tiers qui pourraient avoir intérêt, par la suite, à connaître ce décès, seront-ils renseignés à cet égard ?

La loi ne tranche pas cette difficulté, si pratique cependant.

CHAPITRE II

Règles spéciales de publicité concernant les actes reçus dans des conditions exceptionnelles.

A. — ACTES REÇUS A L'ÉTRANGER.

Il est très important de connaître les actes de naissance des Français nés à l'étranger, surtout pour dresser les listes de recrutement pour le service militaire. Le législateur s'en occupe dans l'art. 47 Code civil où il est dit : Tout acte de l'état civil des Français et des étrangers, fait en pays étranger, fera foi, s'il a été rédigé dans les formes usitées dans ledit pays. Et la loi du 8 juin 1893 ajoute : Lorsqu'un de ces actes concernant des Français sera transmis au ministère des Affaires étrangères, il y restera déposé pour en être délivré expédition.

Cette transmission a lieu par voie diplomatique.

Des circulaires du ministre de la Justice (11 mai 1875) et du ministre de l'Intérieur (30 juin 1875), ordonnent la transcription d'office de ces actes, au domicile d'origine.

L'art. 17 entoure d'une certaine publicité les actes de mariage reçus à l'étranger et concernant des Français. Il ordonne que dans les trois mois après le retour du Français sur le territoire du royaume, l'acte de célébration du mariage contracté en pays-étranger sera transcrit sur le registre public des mariages du lieu de son domicile. Malheureusement, à cette disposition, le législateur n'a donné aucune sanction, et bien qu'on ait essayé de soutenir que le défaut de publication suffisait ici à lui seul à constituer la clandestinité, et par suite à motiver la nullité du mariage, la jurisprudence n'a pas accepté cette interprétation, et, à ses yeux, le défaut de publication ne vaut clandestinité et n'est une cause de nullité que s'il y a eu, de la part des époux, préméditation de faire fraude à la loi française.

B. — ACTES REÇUS AUX ARMÉES, HOPITAUX, etc.

Les art. 93-98 indiquent les fonctionnaires qui les reçoivent, et quelles formalités sont exigées.

Les actes reçus en mer : art. 59-60, 61, 86 du Code civil.

Actes reçus dans les hôpitaux et prisons, art. 80, 84, Code civil.

CHAPITRE III

De la publicité des jugements rectificatifs des actes de l'état civil.

Avec toutes les précautions prises par la loi, des irrégularités peuvent se glisser dans les registres de l'état civil. Alors, les tribunaux ont seuls le droit d'ordonner la rectification, lorsqu'ils sont saisis d'une demande par les parties ou le ministère public.

La loi de 1893 porte que ces jugements de rectification seront transcrits sur les registres, et que mention sera faite en marge de l'acte réformé.

L'art. 62 du Code civil statue que l'acte de reconnaissance de l'enfant naturel doit être mentionné en marge de son acte de naissance.

De même, d'après l'art. 251 Code civil, le jugement ou arrêt prononçant le divorce doit être mentionné en marge de l'acte de naissance de chaque époux, et la légitimation, par mariage subséquent, en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

L'art. 62 du Code civil et la loi du 17 août 1897 vont retenir votre attention.

ARTICLE 62 DU CODE CIVIL. — D'après cet article, l'acte de reconnaissance de l'enfant naturel sera mentionné en marge de l'acte de naissance ; sous l'empire du Code civil, cette mention ne pouvait être faite qu'à la requête des parties intéressées. Mais souvent les intéressés omettaient, par négligence, de présenter requête à cet égard, et quelquefois s'abstenaient volontairement de le faire pour éviter des frais. De ce fait, beaucoup de mentions prescrites par la loi n'étaient pas opérées, au grand détriment de ceux dont elles auraient dû garantir les droits. Pour remédier à cet état de choses, le nouvel art. 49 décide que les mentions en marge de l'état civil, dans les cas où la loi les prescrit, seront faites d'office. La disposition paraît simple ; mais la rédaction n'est pas heureuse, et la réforme ne sera pas toujours d'une application pratique. Par exemple, en ce qui concerne la reconnaissance, ladite prescription de l'art. 62 n'est applicable que si la reconnaissance a été reçue par l'officier de l'état civil. Dans le cas où elle a été faite devant un notaire, aucune mention n'est prescrite ; il n'y a pas d'acte donnant lieu à mention, et il ne peut être question d'une mention d'office.

LOI DU 17 AOUT 1897 SUR LA PUBLICITÉ DU MARIAGE. — La loi du 17 août 1897 a été faite en vue d'assurer la publicité du mariage, car elle ordonne que mention de la célébration soit faite en marge de l'acte de naissance

des époux. Ainsi les tiers seront informés sur la situation des époux et des fraudes seront certainement évitées.

Pour comprendre l'importance considérable de cette loi qui empêche, en même temps, la bigamie, assez fréquente en France à cette époque, écoutons M. Michelin, auteur de la proposition, le 12 janvier 1894, dans son exposé des motifs :

« Sous l'empire de la législation actuelle, un individu
« qui est marié peut facilement dissimuler son mariage,
« et, par conséquent, tromper les personnes avec les-
« quelles il contracte et leur causer un grand préjudice.
« Le crime de bigamie peut être facilement commis.
« L'officier de l'état civil appelé à procéder à la célébra-
« tion d'un mariage n'a aucun élément pour savoir si
« les futurs époux ne sont pas déjà engagés dans les
« liens d'un précédent mariage. »

L'auteur de la proposition demandait donc cette mention de célébration en marge de l'acte de naissance des époux, et dans plusieurs cas où la loi exige déjà des mentions.

À la Chambre, la loi fut votée sans aucune modification. Mais au Sénat, M. Guérin, rapporteur, proposa, le 25 février 1896, cette modification :

« La mention d'office est la règle pour toutes les men-
« tions qui doivent être faites en marge des actes de
« l'état civil. » Avec cette modification la loi revint à la Chambre et fut votée le 10 juillet 1897.

Elle modifiait ainsi l'art. 49 du Code civil :

« Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif

« à l'état civil, devra avoir lieu en marge d'un acte déjà
« inscrit, elle sera faite d'office.

« L'officier de l'état civil qui aura dressé ou transcrit
« l'acte donnant lieu à mention, effectuera cette men-
« tion, dans les trois jours, sur les registres qu'il dé-
« tient.

« Dans le même délai, il adressera un avis au procu-
« reur de la République de son arrondissement, et ce-
« lui-ci veillera à ce que la mention soit faite, d'une fa-
« çon uniforme, sur les registres existant dans les archi-
« ves des communes ou des greffes, ou dans tous autres
« dépôts publics. »

Il est à remarquer que les dispositions de cet article s'appliquent à tous les actes reçus, en général, par les officiers de l'état civil ou transcrits par eux ; ainsi qu'à ceux reçus en mer, en cours de voyage, aux actes des militaires, à ceux des Français aux colonies, dont un exemplaire est déposé aux archives du ministère des Colonies.

Le principe de cette loi est donc formulé dans l'art. 49 Code civil. En outre, elle commande :

1° Que mention de la légitimation soit faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitime ;

2° Que mention de la célébration du mariage soit faite en marge de l'acte de naissance des époux.

Nous allons examiner rapidement les différents cas d'application de l'art. 49 Code civil (Loi de 1897).

L'acte de reconnaissance d'un enfant naturel sera inscrit sur les registres à sa date, et mention en sera faite en marge de l'acte de naissance, s'il en existe un (art. 62

Code civil). Nous voyons donc que si la reconnaissance d'enfant naturel a été faite devant l'officier de l'état civil, l'art. 62 s'applique : mais si elle a eu lieu devant notaire, la mention ne sera faite qu'à la réquisition des parties intéressées.

La loi de 1897 contient également un paragraphe de l'art. 75 qui dit : « Il sera fait mention de la célébration
« du mariage en marge de l'acte de naissance des époux. » Ici, les prescriptions de la loi reçoivent leur pleine application, l'officier de l'état civil, ayant seul la compétence de célébrer le mariage, fera d'office la mention édictée par la loi.

D'autre part, l'art. 251 dit : « Mention sera faite de
« ce jugement ou arrêt (de divorce), en marge de l'acte
« de mariage, conformément à l'art. 49 Code civil. »

Quant aux mariages contractés à l'étranger, il ajoute :
« La transcription est faite sur les registres de l'état ci-
« vil du lieu où les époux avaient leur dernier domicile,
« et mention est faite en marge de l'acte de mariage,
« s'il a été transcrit en France. »

Aux dispositions de l'art. 331 qui parle de la légitimation, — par mariage subséquent, — des enfants nés hors la loi de 1897 ajoute un paragraphe ainsi conçu : « Il
« sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte
« de naissance de l'enfant légitimé. » La mention d'office est ici parfaitement efficace.

Comme la reconnaissance de l'enfant naturel pourrait être faite quelquefois en même temps que le mariage, dans ce cas elle fera corps avec l'acte et sera soumise aux mêmes conditions de publicité. Mais elle peut être

faite aussi antérieurement, et si l'officier de l'état civil en est informé par les époux, il sera obligé de transcrire leur déclaration et de mentionner d'office la légitimation. Il peut se faire que les époux, en se mariant, ne fassent pas connaître la reconnaissance antérieure de leur enfant naturel : dans ce cas, quoique l'enfant soit légitime, l'officier n'est pas tenu de faire la mention d'office, car il n'y a pas d'acte de légitimation ni rien qui pourrait en tenir lieu dans le mariage.

L'art. 101 Code civil (Loi du 8 juin 1893), parlant des jugements de rectification, dit : « Les jugements de
« rectification seront transmis immédiatement par le
« Procureur de la République à l'officier de l'état civil
« du lieu où se trouve inscrit l'acte réformé. Ils seront
« transcrits sur les registres et mention en sera faite en
« marge de l'acte réformé. »

Nous croyons avoir énuméré ici les cas d'application de la loi de 1897 qui introduit dans le Code la mention d'office. Quant à l'action en désaveu qui est mentionnée en marge de l'acte de naissance, nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'une mention visée par l'art. 46.

Il s'agit plutôt d'un jugement rectificatif qui doit être transcrit en marge de l'acte réformé, (dans notre cas ci-dessus ; acte de naissance), conformément au principe posé par la loi du 8 juin 1893.

L'adoption, conformément à l'art. 359, doit être inscrite sur les registres de l'état civil du domicile de l'adoptant, à la réquisition d'une des parties, sans toutefois qu'aucune mention soit exigée.

Avant la loi de 1897, ordonnant la mention de la célébration du mariage, en marge de l'acte de naissance

des époux, le crime de bigamie pouvait être facilement commis. Les époux se présentaient devant l'officier de l'état civil, se disant célibataires, et comme celui-ci n'avait aucun moyen de contrôler leur assertion, il célébrait un second mariage. Aujourd'hui, par la transcription d'office, il lui est facile de contrôler leurs dires. Si l'acte de naissance porte mention d'un premier mariage, il demandera à l'époux l'acte de décès de son conjoint ou l'expédition du jugement constatant le divorce.

Aussi, pour que l'expédition de cet acte de naissance présentât une garantie sérieuse, la loi de 1897 dispose qu'elle ne doit pas avoir plus de trois mois, lors de la célébration du mariage, — pour les actes délivrés en France, — et pas plus de six mois, dans le cas où l'acte serait délivré dans un consulat ou aux colonies.

Ce ne sont pas là seulement les avantages de la loi de 1897. Les effets, au point de vue civil, sont très appréciables. Les tiers, en se procurant un extrait de l'acte de naissance de la personne avec laquelle ils veulent traiter, constateront son état de célibataire ou d'époux, et éviteront les conséquences fâcheuses pouvant surgir du fait d'avoir traité avec une femme mariée, dont l'incapacité est le principe dans le droit français, ou avec un homme marié dont les biens sont grevés d'une hypothèque légale générale.

Dans un autre ordre d'idées, la loi de 1897, en prescrivant, par le dernier alinéa de l'art. 331, la mention de la légitimation des enfants naturels par mariage subséquent, — lequel donne à l'enfant naturel la qualité d'enfant légitime, — en marge de leur acte de naissance, crée une disposition favorable à l'enfant naturel qui, par cette

mention d'office, pourra facilement faire preuve de sa filiation en produisant l'acte de mariage de ses parents. Désormais, l'enfant naturel pourra aisément retrouver tous les renseignements concernant le mariage de ses auteurs, mariage par lequel il a été légitimé.

Avant cette loi, la preuve était plus difficile à établir : l'enfant devait connaître le lieu de naissance de ses parents, et surtout le lieu de la célébration de leur mariage.

L'acte de reconnaissance peut être reçu par un notaire, comme nous l'avons dit. Or, que deviendra la disposition de notre loi ordonnant que mention en soit faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé, dans le cas où les époux ne font aucune déclaration à l'officier de l'état civil de la reconnaissance qu'ils ont faite devant notaire ?

L'enfant sera légitimé, mais comme l'officier de l'état civil ignorera cette reconnaissance, il sera dans l'impossibilité de la mentionner. Nous approuvons la décision du législateur donnant compétence aux notaires pour recevoir la reconnaissance, — afin d'encourager les parents à le faire, par le secret auquel ce fonctionnaire est tenu ; — mais l'inscription d'office de la reconnaissance, en marge de l'acte de naissance, devrait être assurée dans tous les cas. La loi devrait obliger le notaire à faire parvenir à l'officier public qui a dressé l'acte de naissance de l'enfant, un abrégé de l'acte de reconnaissance dont celui-ci a été l'objet.

Malgré ces légères imperfections, la loi de 1897 est un acheminement vers une publicité intense, en même temps qu'une centralisation des actes concernant la vie des personnes.

DE LA PUBLICITÉ DES ACTES CONCERNANT LA CAPACITÉ DES PERSONNES

Nous allons examiner rapidement les dispositions de la loi réglementant les mesures de publicité relatives à la capacité des personnes.

Remarquons tout d'abord qu'en principe les droits d'un incapable ne dépendent pas de l'exécution des mesures de publicité dont la loi a entouré la capacité de cet individu. Sauf texte contraire, nous allons démontrer que la situation juridique d'une personne ne relève aucunement de l'accomplissement de certaines formalités.

Ainsi, l'art. 501 du Code civil organise les mesures de publicité, en ce qui concerne les arrêts et les jugements d'interdiction ; — mais si ces mesures de publicité n'ont pas été observées, les tiers ne pourront pas se prévaloir de leur inexécution, car autrement les garanties que les incapacités de protection doivent assurer à certaines personnes seraient illusoires : il suffirait d'omettre la formalité de la publicité pour y faire échec.

L'incapacité se produit *ipso facto* par le jugement qui la prononce, ainsi que les nullités qui s'ensuivent. L'art. 502 Code civil déclare : « L'interdiction ou la nomination d'un conseil aura son effet du jour du jugement.

« Tous actes passés postérieurement par l'interdit ou
« sans l'assistance d'un conseil seront nuls de droit, »
L'art 501 *in fine* donne comme sanction : « Toute contra-
« vention aux dispositions ci-dessus commises par les
« greffiers ou avoués sera punie d'une amende de 50 fr.
« sans préjudice de tous dommages-intérêts. » D'autre
part le paragraphe premier du même article porte que
« tout arrêt ou jugement d'interdiction sera, à la dili-
« gence des demandeurs, levé, signifié à partie et *inscrit*
« dans les dix jours.

Les demandeurs pourront donc, s'ils sont en faute pour
n'avoir pas procédé à l'inscription dans les dix jours,
être condamnés à payer des dommages-intérêts : le ju-
gement prononçant interdiction ne sera pas nul.

Donc la publicité ne peut pas être considérée comme
une condition indispensable à la validité du fait qu'elle
a pour but de constater.

De même, et dans un autre ordre d'idées, le Code ci-
vil n'avait pris aucune précaution pour assurer la pu-
blicité, si nécessaire cependant au contrat de mariage.
Seul, le Code de commerce ordonnait, quand les deux
époux étaient commerçants ou seulement l'un d'eux, que
le contrat de mariage fût publié par extrait (Code de
commerce, art. 67).

Contre les fraudes qui découlaient de ce fait qu'au-
cune mesure de publicité n'était applicable, d'après le
Code civil, au contrat de mariage des non-commerçants,
la loi de 1850 a pris des dispositions, depuis longtemps
réclamées, en modifiant ainsi qu'il suit, les art. 75, 76
et 1394 Code civil.

Art. 75, alinéa II : « il interpellera les futurs époux d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de mariage, et, dans le cas de l'affirmative, la date de ce contrat, ainsi que les noms et lieux de résidence du notaire qui l'aura reçu. »

Art. 76, al. I. 10° : « On énoncera dans l'acte de mariage la déclaration faite sur l'interpellation prescrite par l'article précédent, qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage et, autant que possible, la date du contrat, s'il existe, ainsi que les noms et lieu de résidence du notaire qui l'aura reçu, le tout, à peine, contre l'officier de l'état civil, de l'amende fixée par l'art. 50. »

Enfin l'art 1394, dernier alinéa : « le notaire doit délivrer aux parties, au moment de la signature du contrat, un certificat sur papier libre et sans frais, énonçant ses noms et lieu de résidence, les noms, prénoms, qualités et demeures des futurs époux, ainsi que la date du contrat. Sur ce certificat il sera indiqué qu'il doit être remis à l'officier de l'état civil avant la célébration du mariage.»

Les articles 76 et 1394 édictent la sanction de toutes ces formalités concernant la publicité du contrat de mariage, en prononçant des peines et amendes contre l'officier de l'état civil contrevenant. Mais notons qu'à l'égard des tiers les conventions matrimoniales sont valables quand même.

Dans un seul cas, prévu par l'art. 1391, § 4, il y a une sanction véritable et la femme en souffre les conséquences.

Supposons que les époux soient mariés sous le régime dotal, et que la femme déclare mensongèrement n'avoir

pas fait de contrat de mariage : le tiers qui a contracté avec elle ne pourra pas se voir opposer l'inaliénabilité du régime dotal, la loi considérant la femme capable de s'obliger, à l'égard des tiers, dans les termes du droit commun. Dans ce cas, il y a plutôt publicité dolosive que manque total de publicité, dont la loi s'occupe dans les art. 865 (Liv. I, titre VIII), et 1444-1445 Code civil.

Pour la séparation de biens il en est autrement : le défaut de publicité ordonné par la loi entraîne la perte des droits qu'elle voulait faire connaître.

Les art. 865 et 868 Code proc. civ. énumèrent les formalités établies à cet effet et l'art. 869 édicte comme sanction la nullité qui pourra être opposée par le mari ou par ses créanciers.

L'art. 1444 Code civil annule la séparation de biens, quoique prononcée par la justice, « si elle n'a point été » exécutée par le paiement réel des droits et reprises « de la femme, effectué par acte authentique, jusqu'à » concurrence des biens du mari, ou au moins par des « poursuites commencées dans la quinzaine qui a suivi » le jugement, et non interrompues depuis ».

Remarquons d'ailleurs que ce commencement d'exécution doit être toujours précédé, à peine de nullité, des mesures de publicité édictées par l'art. 1445 Code civil et l'art. 872 du Code de procédure civile.

Que ces mesures soient prises en faveur de la femme, pour empêcher le mari de contracter de nouvelles dettes ou de faire tomber celles qu'il a contractées entre la demande en séparation et les mesures de publicité ; ou que ce soit en faveur des tiers pour leur permettre d'inter-

venir au procès de séparation de biens, la loi prononce toujours la nullité, si les mesures de publicité légale n'ont pas été observées.

D'après la loi du 6 février 1893, la femme séparée de corps recouvre la pleine capacité civile sans qu'elle ait aucunement besoin de l'autorisation du mari ou de la justice, et les tiers sont intéressés à connaître cette nouvelle situation.

La séparation de corps entraîne la séparation des biens, et aux termes de l'art. 880 Code procédure civile, les jugements prononcés sont soumis aux mêmes mesures de publicité. Ici, une difficulté surgit : la séparation des biens résultant de la séparation de corps a-t-elle un effet rétroactif ? Non, car la rétroactivité n'appartient qu'aux jugements déclaratifs et celui de séparation est constitutif de droits nouveaux.

Il en était ainsi avant la loi du 18 avril 1886, art. 252, Code civil, qui paraît avoir décidé la jurisprudence à statuer que la séparation des biens rétroagissait, du jour de la demande, quant à ses effets entre les époux seulement, et non vis-à-vis des tiers.

La loi n'a pas voulu soumettre à la publicité la demande en séparation de corps, en vue d'une réconciliation possible des époux qu'elle verrait favorablement. Avec la reprise de la vie commune, les époux reviennent à leur ancien contrat matrimonial ; mais pour éviter les fraudes qu'ils pourraient commettre en supprimant la preuve de leur réconciliation, la loi exige, à peine de nullité, un acte notarié retenu en minute, dont une expédition doit être rendue publique, conformément à l'art. 1446

Code civil. Faute par les époux d'avoir satisfait à ces conditions, les tiers ne pourraient pas se voir opposer le régime matrimonial, quoique valable entre les époux.

La cessation de la séparation de corps par la réconciliation change sensiblement la situation de la femme.

L'art. 311 (Loi de 1893), nous dit que la capacité de la femme est modifiée pour l'avenir et réglée par les dispositions de l'art. 1449 ; mais cette modification n'est opposable aux tiers que si la reprise de la vie commune a été constatée par acte passé devant notaire, avec minute, dont un extrait devra être affiché, — en la forme indiquée par l'art. 1445, — et de plus, par la mention en marge :

1° De l'acte de mariage ;

2° Du jugement ou de l'arrêt qui a prononcé la séparation, et enfin de la publication, en extrait, dans l'un des journaux du département recevant les publications légales.

Nous avons vu jusqu'ici les précautions prises par la loi pour empêcher les fraudes, les différentes mesures de publicité, et les sanctions édictées afin d'assurer leur efficacité.

Après cet exposé des différents cas de publicité concernant la capacité des personnes, nous continuerons par un court aperçu des différentes incapacités qu'on pourrait diviser en trois catégories :

Incapacités de droit civil ;

Incapacités de droit commercial ;

Incapacités de droit pénal.

CHAPITRE PREMIER

Incapacités de droit civil.

Si les dangers qui peuvent résulter, pour les tiers, de la situation légale des condamnés, ne sont pas très grands, il n'en est pas de même de ceux qui menacent les tiers dans leurs rapports avec les incapables du droit civil, et ils sont nombreux.

Quand l'homme n'est pas arrivé à un certain âge, que la loi française fixe à 21 ans, il est considéré comme n'ayant pas atteint le complet développement de ses facultés intellectuelles. La loi, pour le protéger contre lui-même, ne le reconnaît pas capable de gérer son patrimoine : c'est l'incapacité du mineur.

L'homme qui a dépassé l'âge de la majorité, n'a pas toujours les qualités requises pour administrer son patrimoine. Il peut se laisser entraîner à des dépenses plus grandes que ne lui permet l'état de sa fortune, soit par amour du jeu, soit par tendance d'esprit trop débonnaire, etc : incapacité du prodigue et du faible d'esprit.

Il peut sombrer dans la folie : incapacité de l'interdit.

La loi protège donc le mineur, le prodigue et le fou contre eux-mêmes ; ces incapacités sont de protection.

La femme mariée, elle aussi, est frappée d'incapacité, mais cette incapacité n'est pas prononcée dans un but de protection, mais pour cette raison que le mari étant le chef de l'association conjugale, lui seul doit être capable, afin d'assurer l'unité de direction, et pour assurer la sauvegarde des intérêts communs.

Quoi qu'il en soit, mineurs, individus pourvus d'un Conseil judiciaire, interdits, femmes mariées, sont des incapables. Les actes faits par cette catégorie de personnes sont, en principe, viciés d'une cause de nullité qui permet, autant à elles qu'à leurs représentants, de les faire tomber par une action en nullité, par suite : préjudice possible pour les tiers qui ont traité avec l'incapable dans l'ignorance de leur incapacité.

Nous allons voir, au cours de cette étude, si la loi française a atteint le but que doit se proposer toute bonne législation : *assurer la sécurité des transactions en prenant les mesures nécessaires pour faire connaître aux intéressés les incapacités qu'elle a cru devoir édicter.*

A. — L' INCAPACITÉ DU MINEUR.

La loi déclare incapable, avant l'âge de 21 ans, toute personne, et place à côté d'elle un tuteur qui agit à sa place. On exprime cette pensée en disant qu'il la représente dans tous les actes de la vie juridique.

Certains actes, d'ailleurs, en raison de leur impor-

tance, sont soumis à des formes exigées par la loi, à peine de nullité.

Quelle est la sanction de cette protection dont la sollicitude du Code entoure le mineur ?

1° Le mineur aura une action en nullité, quand le tuteur ou lui-même a agi en violation des formes requises : par exemple quand ce tuteur a emprunté pour lui, aliéné ou hypothéqué ses immeubles sans y être autorisé par le Conseil de famille. Lorsqu'il s'est agi d'actes graves pouvant compromettre la fortune du mineur, la loi a voulu accumuler les garanties. Le simple fait d'avoir éludé ces garanties ouvre donc la porte à l'action en nullité.

2° L'art. 1305 Code civil dit : La simple lésion donne lieu à la rescision, en faveur du mineur non émancipé contre toute sorte de convention. Donc, pour les actes qui n'exigent pas des formes spéciales, le mineur aura l'action en rescision s'il prouve qu'il a été lésé. Et c'est juste, parce que le tiers qui a traité avec lui est censé avoir abusé de son âge.

L'incapacité du mineur n'est soumise à aucune mesure de publicité spéciale. Elle se révèle d'elle-même par le jeune âge des personnes, en vue desquelles elle est édictée. Un moyen bien simple existe, en tout cas, pour faire disparaître tous les doutes : On n'a qu'à consulter l'acte de naissance de la personne.

Cependant une publicité plus large serait nécessaire. Il serait utile de faire connaître aux tiers les noms et fonctions des tuteurs ; cette mention aurait encore pour résultat de faire disparaître dans une certaine mesure

le caractère **occulte** de l'hypothèque légale qui grève les biens du tuteur indépendamment de toute inscription.

Une autre situation est encore possible à l'égard du mineur : il peut être *émancipé* : situation de **grande importance**, à cause de la demi-capacité qu'elle confère ; car dorénavant, il sera capable de faire tous les actes de pure administration (art. 481 Code civil). Cependant l'émancipation n'est soumise à aucune publicité, quoique les tiers aient un intérêt légitime à la connaître.

Il est vrai que l'absence de publicité n'entraîne pas des conséquences fâcheuses dans ce cas ; car, en pratique, les intéressés seront renseignés par le mineur lui-même qui n'évitera pas de leur faire connaître la capacité que l'émancipation lui confère.

Il leur prouvera cela par son acte de mariage, s'il a été émancipé par mariage, ou en les renvoyant prendre des renseignements au greffe de la justice de paix où l'émancipation a été faite. Dans un cas seulement l'émancipation profite d'une mesure de publicité : c'est celui où le mineur émancipé veut se livrer au commerce. Alors, l'acte d'autorisation qui lui est nécessaire doit être affiché au Tribunal de commerce, conformément à l'art. 2 Code de commerce.

Si l'acte d'émancipation peut se passer de publicité sans qu'il en résulte grand dommage, il n'en est pas de même pour l'acte de retrait d'émancipation. En effet, l'art. 486 Code civil dit que, dès le jour où l'émancipation aura été révoquée, le mineur rentrera en tutelle et y restera jusqu'à sa majorité accomplie. Il y a donc un retour à l'incapacité primitive, et rien n'indique ce re-

tour aux tiers qui avaient eu connaissance de l'émancipation. Ceux-ci pourront éprouver un grand préjudice en ignorant la situation nouvelle.

B. — L'INCAPACITÉ DE L'INTERDIT ET DE LA PERSONNE
POURVUE D'UN CONSEIL JUDICIAIRE.

Pour le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence, ou de fureur, le législateur a créé la mesure de l'interdiction ; aux prodigues et aux faibles d'esprit il permet de donner un Conseil judiciaire. Il importait de protéger contre eux-mêmes les uns et les autres.

La loi organise, pour l'interdit, une tutelle analogue à celle du mineur et le frappe d'incapacité. L'art. 502 Code civil porte : L'interdiction ou la nomination d'un Conseil aura son effet du jour du jugement. Tous actes passés postérieurement par l'interdit, ou sans l'assistance du Conseil, seront nuls de droit. Il suffira donc d'établir que l'acte a été passé postérieurement au jugement pour que le juge soit forcé de le frapper de nullité.

De plus, l'art. 503 Code civil, prend une mesure de précaution ; les actes antérieurs à l'interdiction pourront être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits.

Quant à l'individu dont la prodigalité ou la faiblesse d'esprit mettent en danger le patrimoine, il peut lui être nommé, par le tribunal, un Conseil judiciaire, c'est-à-dire une personne chargée de l'assister dans les actes

les plus graves de la vie juridique (art. 499, 523 Code civil). Comme sanction de ces dispositions, le prodigue peut demander la nullité des actes passés sans l'assistance de son Conseil, alors que celle-ci est requise. La jurisprudence va encore plus loin, elle permet au Conseil d'intenter l'action en nullité en présence de l'inaction ou du refus du prodigue (Cass., 24 juin 1896, S. 97. I. 113).

La nomination d'un Conseil judiciaire et la sentence d'interdiction créent donc des nullités dans un but de protection ; par suite, elles doivent être portées à la connaissance des tiers d'une façon efficace. Sinon ceux-ci pourront se trouver lésés de la plus injustifiable façon. Il ne faut pas, sous prétexte de sauvegarder l'intérêt particulier, porter atteinte à l'intérêt général, et risquer de ruiner les transactions. Le législateur a donc pris des mesures dans le but de rendre publiques la sentence d'interdiction et la nomination d'un Conseil judiciaire. Nous allons maintenant étudier ces mesures.

Sous l'empire du Code civil, le mode de publicité était absolument défectueux et insuffisant, il consistait en un affichage sur le tableau de la salle de l'auditoire, et dans les études de notaires de l'arrondissement. L'art. 498 porte : « Le jugement sur une demande en interdiction « ne pourra être rendu qu'à l'audience publique, les « parties entendues ou appelées. »

Voilà ce que le Code civil établit en matière de publicité concernant les interdictions et les nominations de Conseil judiciaire. Système assez défectueux, car, hors de l'arrondissement du notaire, personne ne pourra connaître la véritable situation des interdits ou des pro-

digues. Les personnes de cette catégorie n'auront qu'à changer leur domicile le lendemain de la sentence qui prononce leur incapacité, pour mettre les tiers dans l'impossibilité d'être au courant de leur situation, car aucune publicité n'est requise au lieu de ce nouveau domicile. Ceux-ci, de bonne foi, et en ignorance de cause, traiteront avec les incapables, leur feront du crédit, consentiront des prêts, et, au moment de l'exécution des contrats, ils se verront opposer une nullité que les incapables seuls peuvent invoquer, car c'est uniquement en leur faveur que la loi crée la nullité. Même si les formalités exigées par la loi n'ont pas été observées, les tiers ne pourront pas se prévaloir de l'action en nullité des actes passés avec les incapables.

Cette publicité demandée par le Code présentait donc des inconvénients et des dangers pour les transactions en général.

Une loi de 1893 changea cet état de choses, en ajoutant un paragraphe à l'art. 502, entourant d'une publicité efficace les jugements d'interdiction ou de nomination d'un Conseil judiciaire.

D'après cette loi, outre les dispositions prises par le Code civil, un extrait sommaire du jugement ou arrêt sera transmis par l'avoué qui l'aura obtenu au greffe du tribunal du lieu de naissance du défendeur dans le mois, du jour où la décision aura acquis l'autorité de chose jugée.

Le greffier le mentionnera, dans les quinze jours, sur un registre spécial, et toute personne pourra en prendre connaissance et s'en faire délivrer copie ; et il sera tenu

d'envoyer à l'avoué un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité. La même procédure sera suivie, conformément à l'art. 897 Code procédure civile, quant à la publicité des décisions portant main-levée de l'interdiction ou de nomination d'un Conseil judiciaire.

A l'égard des individus nés à l'étranger, les décisions seront mentionnées dans les mêmes formes et délais sur un registre tenu au greffe du tribunal de la Seine ; ce registre mentionnera également les décisions relatives aux individus nés dans les colonies françaises, indépendamment du registre qui sera tenu au greffe du tribunal de leur lieu d'origine (art. 501, 3^e al.).

La sanction de ces dispositions est une amende de 50 francs contre les avoués et greffiers contrevenant à la loi, sans préjudice de tous dommages-intérêts. La publicité antérieure, ainsi complétée par la loi de 1893, présente de sérieuses garanties contre les fraudes dont les tiers pouvaient être victimes. Connaissant le lieu de naissance de l'individu avec lequel ils veulent traiter, ils pourront se faire délivrer une copie d'extrait du registre mentionnant les arrêts ou jugements d'interdiction ou de nomination de conseil. S'ils ne connaissent pas le lieu de naissance, ils le demanderont à l'individu avec qui ils désirent traiter : l'hésitation ou le refus de la part de celui-ci les mettra sur leurs gardes.

Par cette loi d'une importance capitale, en ce qui concerne la publicité en matière de capacité, le législateur s'est engagé dans une voie nouvelle. Pour la première fois il choisit le *lieu de naissance* comme centre de ces renseignements concernant la situation juridique d'un

individu. Cette idée fut reprise plus tard par le législateur de 1897, comme nous l'avons montré plus haut en parlant de l'état des personnes.

Son extension, sans exception, à tous les actes concernant l'état et la capacité des personnes ne serait autre chose que l'institution du casier civil.

C. — CONDITION DE L'ALIÉNÉ NON INTERDIT ENFERMÉ
DANS UN ASILE.

La loi du 30 juin 1838 permet l'internement des aliénés dans des établissements *ad hoc* sans qu'ils aient été interdits au préalable, et leur donne, selon les cas, un curateur à la personne, un administrateur provisoire, enfin un mandataire *ad litem*.

Cette même loi crée une incapacité spéciale pour l'interné non interdit. Les actes faits par lui pendant son internement pourront être attaqués pour cause de démence, conformément à l'art. 1304 Code civil (art. 39, Loi de 1838).

Avant cette disposition, conformément au droit commun, les actes faits par une personne internée non interdite pendant son séjour dans l'asile étaient considérés inexistantes faute de consentement, inexistence dont toute personne intéressée pouvait se prévaloir, à la condition de prouver la démence au moment de l'acte. D'après l'art. 39 de la loi de 1838, il résulte nettement qu'ils sont seulement annulables, et encore sous la condition qu'ils aient été accomplis en état de démence.

Donc la situation d'un interdit diffère de celle d'un interné non interdit, en ce que les actes faits par un interdit sont nuls de droit : la seule preuve à fournir, pour les faire tomber, est qu'ils sont postérieurs au jugement d'interdiction. Il y a là une présomption d'incapacité permanente.

Au contraire, les actes passés par une personne internée non interdite sont simplement annulables, et celui qui veut se prévaloir de la nullité de l'acte doit prouver la démence au moment précis de sa confection.

Pour l'incapacité spéciale des aliénés non interdits et internés, qui ne s'étend pas à ceux qui sont soignés dans leur famille ou dans un établissement privé, la loi ne prend aucune mesure de publicité.

Les tiers seraient pourtant intéressés à la connaître. Quand ils traiteront avec l'aliéné lui-même, certainement il ne pourra pas dissimuler sa présence dans l'asile ; mais s'ils traitent avec un mandataire régulièrement institué et désigné par l'aliéné, dont ils ignorent l'internement, ils courront un grand danger qu'ils pourraient éviter, si la loi prenait les mesures nécessaires destinées à faire connaître l'internement aux intéressés.

D. — L'INCAPACITÉ DE LA FEMME MARIÉE.

En droit français la femme mariée est considérée comme incapable : incapacité qui consiste en ce qu'elle ne peut faire aucun acte (sauf exception) relatif à l'exercice de ses droits civils, sans l'autorisation de son mari ou de la justice.

Quel est le fondement de cette incapacité ? Les opinions sont partagées : les uns y voient la faiblesse du sexe et, par conséquent, le devoir de protection ; les autres considèrent la vie conjugale comme une association dont la direction incombe au mari comme chef : c'est l'opinion à laquelle nous nous rallions.

Il ne faut pas oublier que si, en principe, la femme est incapable de s'obliger sans l'autorisation du mari, cette incapacité n'en est pas moins variable, suivant le régime matrimonial adopté.

Dans le cas de régime dotal, par exemple, les actes qui porteraient atteinte au principe de l'inaliénabilité de la dot, passés même avec l'autorisation du mari, sont nuls. La femme, le mari, ainsi que leurs héritiers peuvent se prévaloir de cette nullité.

Vu le changement que le mariage apporte dans la condition des personnes, les tiers sont toujours intéressés de savoir si l'homme, auquel ils consentent un prêt d'argent, est célibataire ou marié. Dans le premier cas, rien à craindre ; dans le second, l'hypothèque qu'ils pourront obtenir sera primée par l'hypothèque légale de la femme.

Si la femme n'est pas mariée ou si elle est veuve, elle sera pleinement capable, mais une fois mariée pour la première ou pour la deuxième fois, la loi la déclare incapable, et tous les actes faits sans l'autorisation du mari ou de la justice sont nuls.

De ceci résulte un grand danger pour les tiers. Le Code s'est peu soucié des inconvénients que ces situations peuvent avoir dans la pratique des affaires. Il ne prend aucune mesure pour rendre publics le mariage, le

contrat de mariage et les différents événements postérieurs comme le divorce, la séparation de corps et des biens, qui modifient sensiblement la capacité des personnes.

La loi du 17 août 1897, dont nous avons parlé dans la première partie de notre étude, apporte des changements heureux au système du Code civil, en matière de publicité du mariage.

LOI DU 17 AOÛT 1897. — *De la publicité du mariage.*

Sous l'empire du Code civil, la possession d'état d'époux, corroborée par l'acte de mariage, suffisait pour faire connaître aux intéressés l'incapacité de la femme mariée.

La loi en 1897 demande l'inscription du mariage en marge de l'acte de naissance. Par un moyen simple et assez efficace, les tiers, en demandant son acte de naissance à la femme avec laquelle ils veulent traiter, peuvent être renseignés si elle est ou non sous la puissance maritale, et, par suite, si elle est ou non capable de contracter.

LOI DU 10 JUILLET 1850. — *De la publicité du contrat de mariage.*

Avant la loi de 1850, le contrat de mariage n'était soumis à aucune publicité. Seuls les contrats des époux dont l'un est commerçant doivent, conformément aux

articles 67 et suivants du Code de commerce et 872 du Code de procédure civile, être transmis aux tribunaux en des extraits qui énonceront : « Si les époux sont mariés en communauté, s'ils sont séparés de biens ou s'ils ont contracté sous le régime dotal. » Ces extraits seront insérés sur un tableau à ce destiné et exposés pendant un an dans l'auditoire des tribunaux de première instance et de commerce du domicile du mari, même s'il n'était pas commerçant.

Sauf cette exception en matière commerciale, le Code ne prenait aucune mesure. Les tiers couraient des dangers redoutables, surtout dans le cas où les époux avaient adopté le régime dotal, qui augmente encore l'incapacité de la femme mariée, en déclarant l'inaliénabilité de la dot, même avec l'autorisation du mari.

D'où des fraudes fréquentes. La femme se présentait aux tiers comme mariée sans contrat et, en conséquence, commune en biens et capable de s'obliger et d'aliéner avec l'autorisation du mari. Les tiers, dans l'impossibilité de contrôler ses dires, la croyaient sur parole. Plus tard, armée de son contrat de mariage, elle reprenait sa dot, comme femme dotale, dot que l'insaisissabilité mettait encore à l'abri de toute poursuite.

Par ces agissements frauduleux, le crédit des époux, même de bonne foi, était ruiné, car on n'avait plus aucune confiance en eux.

Il importait donc de prévenir les tiers sur le contrat de mariage et de les mettre en garde contre la mauvaise foi. C'est ce que fit la loi de 1850, qui organisa une publicité, en cette matière, non par voie d'affiches, comme le

Code de commerce, mais d'une façon plus complète et plus durable, par insertion sur les registres de l'état civil.

Nous avons montré ailleurs le mécanisme de cette publicité que nous résumons ainsi : L'officier de l'état civil demande aux époux s'ils ont fait un contrat, et il mentionne dans l'acte de mariage leur réponse, le nom et l'adresse du notaire qui l'a reçu. De cette manière les tiers, en voyant l'acte de célébration, savent s'il y a eu contrat de mariage et peuvent prendre tous les renseignements nécessaires chez le notaire qui l'a reçu et dont l'adresse y est indiquée.

Pourtant de justes critiques furent formulées contre cette loi.

En vérité, la publicité qu'elle prescrivait pour le contrat de mariage, ne pouvait produire amplement ses effets qu'à la condition que le mariage lui-même fût rendu public.

Or ce ne fut qu'après la loi de 1897 : avant, on n'avait qu'à dissimuler son mariage, — chose bien facile, — et la loi de 1850 restait lettre morte. D'autre part, la sanction des formalités prévues par cette loi, n'est pas la nullité. On peut toujours exciper contre les tiers des clauses des conventions matrimoniales, sauf dans le cas où la femme, mariée sous le régime dotal, déclare mensongèrement n'avoir pas fait de contrat ; — alors elle « sera réputée, « à l'égard des tiers, capable de contracter dans les termes du droit commun » (art. 1391).

On a encore reproché à notre loi de ne pas avoir imposé aux époux d'indiquer le régime qu'ils ont adopté,

comme le fait le Code de commerce, qui met les tiers au courant des principales conventions matrimoniales.

Si la loi avait ordonné aux notaires d'indiquer le régime matrimonial sur le certificat envoyé aux officiers de l'état civil, on aurait peut-être demandé plus tard de mentionner sur ce contrat les clauses qui modifient la capacité de la femme. Ce serait exagéré et, en quelque sorte, ouvrir la porte à toutes les curiosités, quand le seul but que le législateur doit poursuivre, en matière de publicité, c'est de renseigner seulement les personnes qui ont un intérêt légitime de la connaître.

Malgré ces critiques, cette loi n'en est pas moins importante. Les tiers, en effet, sont dorénavant à l'abri de toute surprise : ils n'ont qu'à demander le contrat de mariage de la personne avec laquelle ils veulent se mettre en relations de droit et ne traiter qu'après en avoir pris connaissance. Dans la pratique, paraît-il, aucun cas qui tombe sous le coup de cette loi ne s'est présenté ; aucun arrêt n'en fait l'application.

Divorce. — Séparation de corps, Séparation des biens.

L'état des choses établi par le mariage peut être sensiblement modifié, ou même complètement détruit par des événements postérieurs.

Le divorce permis par le Code civil, supprimé par la

loi du 8 mai 1816 et introduit de nouveau dans la législation en 1884, dissout complètement le mariage. Chacun des époux redevient maître de ses droits et se trouve libéré des devoirs que lui imposait l'association conjugale.

La séparation de corps ne dissout pas le lien matrimonial, elle le relâche simplement ; en outre, depuis la loi de 1893, la femme séparée de corps recouvre le plein exercice de sa capacité civile.

La séparation de biens peut être enfin obtenue par la femme, au cours de son mariage, chaque fois que sa dot est en péril. Elle a pour effet de rendre à la femme l'administration de ses biens qui sont ainsi enlevés à l'impérialité du mari, mais non de la soustraire au principe de l'autorisation, pour les actes de disposition.

Il est facile de comprendre l'intérêt qu'ont les tiers à être mis au courant d'événements qui influent si gravement sur la capacité de la femme mariée. Dans tous ces cas (divorce, séparation de corps, séparation de biens), l'intervention du juge est obligatoire : il s'agit donc d'instances pour lesquelles nous devons distinguer deux sortes de publicité : *la publicité de la demande et la publicité du jugement.*

A. — LA PUBLICITÉ DE LA DEMANDE.

La loi soumet à des mesures de publicité, seule la demande en séparation des biens. Les demandes en divorce ou séparation de corps en sont exemptes. En effet la séparation de biens principale rétroagit au jour

de la demande, même à l'égard des tiers : il a fallu les prévenir. Quant aux jugements de divorce ou de séparation de corps, ils rétroagissent du jour de la demande, mais seulement entre les époux.

Les articles 866, 867, 868 du Code de procédure civile nous indiquent les mesures de publicité de la demande en séparation de biens, qu'on pourrait résumer ainsi : l'extrait de la demande sera affiché « dans des tableaux
« placés à cet effet dans l'auditoire du tribunal de com-
« merce, dans les chambres d'avoués de première ins-
« tance et dans celles des notaires.

« Insertion sera également faite, à la poursuite de la
« femme, dans l'un des journaux qui s'impriment dans
« le lieu où siège le tribunal, ou, s'il n'y en a pas, dans
« l'un de ceux établis dans le département. »

On a reproché à la loi du 18 avril 1886 qu'elle ne protège pas efficacement la femme contre les actes frauduleux que le mari pourrait faire dans le laps de temps qui s'écoule entre la demande et le jugement qui prononce la séparation de corps ou le divorce.

Il y a un moyen simple de parer à ces inconvénients : la femme peut prendre en garantie de ses droits des mesures conservatoires et enlever au mari l'administration et la jouissance de ses biens personnels et même des biens de la communauté.

D'autre part, elle peut faire une demande en séparation de biens, si la dot est en péril, qui aura effet rétroactif même à l'égard des tiers, car ces deux demandes, l'une en séparation de corps, l'autre en séparation de biens,

ayant des buts différents, peuvent être cependant intentées concurremment.

Quant à la publicité de la demande en séparation de corps ou en divorce, elle serait contraire à l'intérêt social et violerait le vœu de la loi qui est toujours favorable à une réconciliation entre les époux.

Aussi défend-elle sous peine d'amende de 100 à 2.000 francs, la reproduction des débats par la presse ; car, livrer à la curiosité publique les causes de désaccord entre les époux, ce serait rendre presque impossible leur réconciliation.

En outre, comme on l'a remarqué justement : « Il y au-
« rait les plus grands inconvénients à donner à l'effet ré-
« troactif une extension illimitée. Publier la demande
« pour arriver à une rétroactivité complète, ce serait
« donner aux tiers intérêt à ce que la demande ait ou
« n'ait pas lieu, suivant que, d'après le jugement à in-
« tervenir, leurs droits se trouveraient accrus ou dimi-
« nués, consolidés ou menacés. Ce serait les engager, en
« quelque sorte, à spéculer sur l'issue du procès ; ce se-
« rait tout au moins leur donner sujet de s'immiscer dans
« une instance où leur intervention doit être rigoureux-
« sement bannie. » (Hottenger : *De la publicité appli-
quée aux éléments de la personnalité juridique.*)

B. — LA PUBLICITÉ DES JUGEMENTS.

En cette matière, l'art. 872 Code procédure civile, prescrit : « Le jugement de séparation sera lu publiquement
« l'audience tenante, au tribunal de commerce du lieu,

« s'il y en a : extrait de ce jugement contenant la date,
« la désignation du tribunal où il a été rendu, noms, pré-
« noms, profession et demeure des époux sera inséré
« sur un tableau à ce destiné et exposé pendant un an
« dans l'auditoire des tribunaux de première instance et
« de commerce du domicile du mari, même lorsqu'il ne
« sera pas négociant, et s'il n'y a pas de tribunal de
« commerce, dans la principale salle de la maison com-
« mune du domicile du mari. Pareil extrait sera inséré à
« la chambre des avoués et notaires s'il y en a. »

Les mêmes dispositions de publicité doivent s'appliquer aux jugements de divorce ou de séparation de corps. Cependant nous voyons ici deux différences entre le jugement de divorce et celui de séparation de corps.

La première tient à la nature même du divorce qui dissout complètement le lien matrimonial, la deuxième ne se justifie guère.

I. — Le jugement prononçant le divorce doit être, à peine de nullité, transcrit sur les registres de l'état civil dans les formes et conditions prévues par l'art. 252 Code civil. De plus, mention est faite de ce jugement ou arrêt, en marge de l'acte de mariage, conformément à l'art. 49 Code civil.

II. — Le jugement de divorce doit être inséré par extrait dans l'un des journaux qui se publient dans le lieu où siège le tribunal, ou, s'il n'y en a pas, dans l'un de ceux publiés dans le département (art. 250 Code civil, al. II). Pareille mesure eût été justifiée en ce qui concerne la séparation de corps.

Les modes de publicité concernant les différents jugements sont-ils efficaces ?

Pour ce qui est du jugement de séparation de corps et du jugement de séparation de biens, ils sont simplement soumis à l'affichage du prétoire et des chambres d'avoués et de notaires. Mode absolument inefficace et illusoire. Il ne peut satisfaire que ceux qui se trouvent sur le lieu même où se fait l'affichage et qui ont un intérêt actuel à connaître les publications. Ceux dont l'intérêt naît une fois l'affiche remplacée par une autre, n'ont aucun moyen de se renseigner. Puis, est-il beaucoup d'habitants de l'arrondissement qui passeront leur temps à parcourir les extraits qui ne restent exposés que très peu de temps dans les salles des Tribunaux ?

L'affichage dans les études ne sera utile que pour les affaires se traitant dans les études. Quant à l'insertion dans la quatrième page des journaux, le hasard seul peut la faire découvrir. Donc, la publicité des jugements prononçant la séparation de corps et la séparation des biens est absolument incomplète.

Quant au jugement de divorce il doit être transcrit sur les registres de l'état civil et mentionné en marge de l'acte de mariage. Avant la loi de 1897, seuls pouvaient avoir connaissance de ces faits ceux qui n'ignoraient pas le mariage. Pour ceux qui n'en avaient jamais entendu parler, ils passaient inaperçus.

Mais la loi de 1897 est intervenue, qui permet à chacun de connaître aisément l'existence du mariage et fait bénéficier d'une publicité indirecte le jugement de divorce et la réconciliation des époux séparés de corps.

CHAPITRE II

Incapacités de droit commercial.

« Sont commerçants, — dit l'art. premier du Code de commerce, tous ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle. » Bien que « ces personnes soient placées sous un régime légal d'exception: tenue obligatoire et force probante des registres de commerce, juridiction spéciale, acceptation plus large de la preuve testimoniale, dispense de la formalité du *bon et approuvé* dans les actes sous seing privé, etc., la loi ne prend aucune mesure de publicité, sauf quant aux mineurs et aux femmes mariées, pour apprendre aux tiers leur qualité de commerçants. Il y a bien des listes d'électeurs et de patentés déposées aux tribunaux de commerce, mais elles ne peuvent pas être communiquées au public.

Il y aurait pourtant, croyons-nous, un moyen simple de renseigner les tiers sur la qualité de commerçant de telle ou telle personne, en les obligeant, sous peine sévère, de déclarer leur qualité sur un registre tenu au

greffe du tribunal de commerce, et qui serait à la disposition du public.

Le commerçant qui cesse ses paiements est déclaré en état de faillite. La loi édicte pour le failli des mesures spéciales prises en vue de protéger ses créanciers. Mais remarquons que le jugement déclaratif de faillite ne produit pas une incapacité proprement dite, il frappe plutôt d'indisponibilité les biens du failli. L'administration et la disposition de ses biens lui sont enlevées, et la gestion de son patrimoine est confiée à un syndic qui représente la masse des créanciers.

Contrairement à l'interdit, le failli reste parfaitement capable pour l'avenir. Mais la loi, dans son désir de protéger les créanciers, décide que les actes faits après le jugement de faillite, quoique valables, ne leur seront pas opposables dans la mesure où ils pourraient leur nuire.

L'art. 442 du Code de commerce régleme la publicité du jugement de faillite (ou liquidation judiciaire) :

« Les jugements rendus en vertu des deux articles précédents seront affichés et insérés par extrait dans les
« journaux, tant du lieu où la faillite aura été déclarée
« que de tous les lieux où le failli aura des établissements
« commerciaux, suivant le mode établi par l'article 42
« du présent Code. »

Malgré l'abrogation de l'art. 42 Code de commerce, relatif à la publication des actes de société, par la loi du 24 juillet 1867, les art. 62 et 442 du Code de commerce doivent toujours être observés : un extrait du jugement déclaratif de faillite doit être affiché, pendant trois mois, dans la salle d'audience du tribunal de commerce.

CHAPITRE III

Incapacités de droit pénal.

Nous avons vu que les incapacités de droit civil sont édictées dans l'intérêt même des personnes qu'on veut protéger. Il en est autrement pour celles de droit pénal qui sont accessoires à la peine, dans le but de l'aggraver.

Les peines criminelles entraînent, à titre accessoire, la dégradation civique (qui peut être prononcée quelquefois comme peine principale) et l'interdiction légale.

En outre, aux termes de l'art. 3 de la loi du 31 mai 1854 « le condamné à une peine afflictive perpétuelle ne peut « disposer de ses biens, en tout ou en partie, soit par « donation entre vifs, soit par testament, ni recevoir à « ce titre, si ce n'est pour cause d'aliments. »

Remarquons que notre loi garde cette incapacité particulière qui frappait avant le condamné à la mort civile.

Pourtant distinction s'impose — au point de vue des incapacités — entre l'interdiction légale et la dégradation civique, car tandis que la première touche seulement à l'exercice des droits qui est confié à un tuteur, la se-

conde prive le condamné de la jouissance même de ses droits. Toutefois le gouvernement peut relever le condamné à une peine afflictive perpétuelle de tout ou partie des incapacités qu'il a encourues (art. 4, Loi de 1854).

Toutes ces incapacités ne sont pas rendues publiques, sauf lorsqu'il s'agit d'un contumace. Dans ce cas, le législateur ordonne que l'affichage de l'arrêt de condamnation soit fait dans diverses communes, notamment dans celle où le condamné avait son domicile.

Sont frappés également d'une incapacité pénale les pères, mères et ascendants déchus de la puissance paternelle, d'après la loi du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités et notamment sur les enfants abandonnés.

Comment connaître la situation de ces personnes ? En pratique ce n'est pas bien difficile. On n'aura qu'à demander à l'individu avec lequel on veut traiter un extrait de son casier judiciaire. Mais cette pratique est vivement critiquée, le but du casier judiciaire étant de renseigner la justice et non les tiers.

En 1899, une loi intervient et régleme cette matière régie jusqu'alors par des circulaires ministérielles.

CRITIQUE DES SYSTÈMES DE PUBLICITÉ EN MATIÈRE DE CAPACITÉ

Nous avons montré jusqu'ici que le législateur de 1804 ne prend que des mesures très incomplètes pour assurer la publicité des actes concernant la capacité des personnes, au détriment de ceux qui avaient un légitime intérêt à connaître les différents changements qui interviennent dans la situation des personnes.

De cette situation survinrent des abus graves et des difficultés pour la justice. Il était de toute nécessité de la faire cesser, dans l'intérêt du crédit et de la circulation générale des biens.

En 1850, une loi régla la publicité des conventions matrimoniales, et, en 1893, une autre fut votée sur la publicité de l'incapacité résultant de l'interdiction et de la nomination d'un conseil judiciaire, donnant aux tiers un moyen facile de connaître ces incapacités. Finalement la loi de 1897 rendit public l'acte de mariage et assura l'efficacité des dispositions de la loi de 1850.

Le système de publicité établi par le Code civil consistait en affiches contemporaines aux événements qui y

donnaient lieu ; mais les lois dont nous avons parlé plus haut inaugurent un autre système de publicité permanente : l'inscription sur des registres tenus à la disposition du public.

Suivant les événements qui la provoquent, la publicité de ces incapacités est faite en des lieux et par des modes différents, d'où dérivent des complications et des difficultés pour connaître la capacité d'une personne.

Prenons un individu dont je veux connaître les conventions matrimoniales :

Je dois d'abord connaître son lieu de naissance et demander un extrait des registres de l'état civil ; — et comme, d'après la loi de 1897, mention de la célébration du mariage est faite en marge de l'acte de naissance, je saurai, en même temps, s'il est marié, et, dans le cas de l'affirmative, le lieu de la célébration du mariage. Je dois ensuite m'adresser à l'officier de l'état civil de ce lieu pour avoir un extrait de la célébration : je pourrai ainsi savoir s'il a fait un contrat ou non. — Et, s'il en a fait un, le régime qu'il a adopté, par qui me sera-t-il indiqué ? Ici, une difficulté surgit : le nom et l'adresse du notaire qui a reçu le contrat sont indiqués sur l'acte de célébration ; mais ce magistrat est tenu par le secret professionnel et ne pourra pas me renseigner sur le régime adopté.

Le seul système efficace pour une publicité complète serait, croyons-nous, non seulement de coordonner et de centraliser tous les moyens de publicité créés par le Code et les lois postérieures, mais d'en procurer d'autres toutes les fois que les événements viennent changer la situation juridique d'un individu.

Il faudrait rendre également publics les actes suivants :

La séparation de corps ;

La séparation des biens ;

La révocation de l'émancipation ;

La faillite et la liquidation judiciaire ;

Les condamnations pénales.

Nous aurions ainsi une publicité plus complète et un moyen sûr de connaître les changements intervenus dans la capacité des personnes.

Dans la deuxième partie de notre étude, nous nous occuperons des différents systèmes proposés à cet effet.

DEUXIÈME PARTIE

SYSTÈMES PROPOSÉS POUR LA PUBLICITÉ ET LA CENTRALISATION DES ACTES CONCERNANT L'ÉTAT ET LA CAPACITÉ DES PERSONNES

Nous avons vu, dans la première partie de cette étude, que le système de publicité créé par la loi française était d'abord incomplet parce qu'il ne soumet nullement à des mesures de publicité certains actes fort importants touchant l'état et la capacité des personnes ; et, d'autre part, comme nous l'avons déjà remarqué, un manque de coordination existe entre les différents actes de la vie juridique d'un individu.

Ordonner des mesures de publicité là où il n'en existe pas actuellement, centraliser tous les actes et les entourer d'une mesure de publicité aussi large que possible : tel est le double but de la réforme à accomplir.

Il existe, nous le savons, deux manières de faire connaître aux tiers l'existence d'un acte juridique : 1° Là

publicité par des annonces officielles contemporaines à l'événement qu'on veut faire connaître ; 2° La publicité par l'inscription sur des registres permanents tenus à la disposition du public.

Quant au premier moyen, nous avons vu les inconvénients qu'il présentait. Le second est seul à considérer ici. Nous avons montré sa supériorité sur l'autre, par la permanence qui donne le moyen sûr de connaître, à tout moment, les actes de la vie civile d'un individu.

C'est à ce dernier système que se rallient tous les auteurs qui ont traité cette question.

Déjà nous possédons les registres de l'état civil où peuvent être centralisés les actes importants de la vie juridique. Mais remarquons que, dans la pensée du législateur, ils furent institués plutôt dans l'intérêt des personnes elles-mêmes, afin de leur offrir un moyen sûr de prouver leur état et leur capacité, que dans l'intérêt des tiers qui ne pourraient connaître l'existence d'un acte que dans le cas où ils sauraient le lieu où il a été passé.

Pour remédier à ces inconvénients, on a pensé à la création d'un *casier civil*, institution qui, en vertu d'une localisation en un point fixe connu d'avance, faciliterait aux tiers la recherche des renseignements nécessaires sur les différents événements qui changent l'état et la capacité des personnes.

Cependant, une fois ce principe posé, des difficultés surgissent :

1° Quel sera le fonctionnaire chargé de la centralisation et en quel lieu se fera-t-elle ?

2° De quelle manière procèdera-t-on à cette centralisation ? Quels en seront les éléments ?

3° Quel sera le mécanisme de cette centralisation ?

A. — LIEU DE LA CENTRALISATION

Pour une centralisation complète et absolue, dans la véritable acception du mot, et pour faciliter tout à fait les recherches, il faudrait choisir un seul dépôt central, à Paris, où on pourrait avoir tous les renseignements voulus concernant la vie juridique des personnes. Mais il est préférable de se départir de cette idée presque irréalisable, qui ne ferait que bouleverser de fond en comble l'ordre de choses existant. En vérité, ce dépôt universel n'aboutirait qu'à un amas prodigieux et inextricable de pièces, à une pléiade de nouveaux fonctionnaires ; et les dépenses considérables qu'il exigerait ne seraient certainement pas en rapport avec les services qu'il pourrait rendre.

Vu ces inconvénients, on a pensé à une centralisation moins absolue et proposé comme *point de localisation le domicile actuel de la personne*, auquel le Code civil attache une certaine importance.

« Le domicile de tout Français, quant à l'exercice de ses droits civils, est le lieu où il a son principal établissement », dit l'art. 102 C. c.

L'art. 34 C. c. décide également que les actes de l'état civil mentionnent « le domicile de tous ceux qui y seront dénommés » ; — l'acte de naissance énoncera « le domicile des père et mère et celui des témoins », d'après

l'art. 57 C. c. D'autre part, l'art. 108 C. c. dispose que
« la femme mariée n'a point d'autre domicile que celui
« de son mari. »

Lorsqu'il y a eu adoption, des dispositions analogues
sont prises et, conformément à l'art 359 : « Dans les
« trois mois qui suivront ce jugement, l'adoption sera
« inscrite, à la réquisition de l'une ou de l'autre des
« parties, sur le registre de l'état civil du lieu où
« l'adoptant sera domicilié. »

De même l'art. 82 C. c. prescrit que l'officier de l'état
civil enverra une expédition de l'acte de décès à celui du
domicile de la personne décédée, s'il est connu ; cette
expédition sera inscrite sur les registres.

Nous avons donné quelques exemples de l'importance
que le Code accorde au domicile ; — et bien d'autres
pourraient être cités, qui prouvent combien la législa-
tion le prend en considération ; — c'est probablement
cela qui a déterminé quelques auteurs à considérer le
domicile comme le centre voulu pour la localisation des
actes juridiques concernant l'état et la capacité des per-
sonnes.

Mais si, au premier abord, cette opinion, basée sur
les différentes mentions et l'importance que le Code at-
tache au domicile quant aux droits civils, paraît soute-
nable, examinée de plus près, elle doit être écartée. Le
domicile, en effet, est aujourd'hui extrêmement varia-
ble : on le change selon les convenances ou les intérêts
et souvent même par caprice : « N'ayant ainsi aucune
« fixité, le domicile, évidemment, si prépondérante que
« soit la place qui lui a toujours été attribuée par les

« textes de loi, ne saurait être choisi pour devenir le
« centre où l'on prétendrait faire converger les rensei-
« gnements destinés à établir, à la connaissance des
« tiers, la situation sociale des personnes ; car un cen-
« tre de renseignements, si l'on veut qu'il soit utile, ne
« doit avoir rien d'incertain. » (THEUREAU. *Les casiers judiciaires et un projet de casiers civils.*)

Où pourrait-on encore établir le centre des renseignements ? Il reste *le lieu de naissance* qui présente de la manière la plus complète la fixité et l'immutabilité la plus absolue, qui n'est ni vague, ni incertain et qui, constaté par acte authentique, ne peut pas être changé au gré de l'individu. De plus, la pratique des casiers judiciaires, qui ont le lieu de naissance pour centre des renseignements sur les condamnations pénales, les bons résultats qu'on en a obtenus, nous autorisent à croire que, parmi les différents centres proposés, notre choix doit s'arrêter au lieu de naissance.

Il reste une question à résoudre : — Où faut-il que cette centralisation ait lieu ? — Au secrétariat de la mairie ? — Certainement non, car ce serait surcharger de travail et de responsabilité les officiers de l'état civil, fonctionnaires qui ne sont pas salariés.

D'autre part, dans les petites communes, la rédaction des actes est souvent négligée. N'en serait-il pas quelquefois de même pour les mentions qu'on devrait faire dans le casier civil ?

Pour plus de garantie, nous croyons que le greffe du tribunal doit être choisi comme centre des renseignements concernant la publicité personnelle.

B. — QUEL FONCTIONNAIRE SERA CHARGÉ DE LA
CENTRALISATION ?

Les opinions sont partagées. On a proposé d'abord *l'officier de l'état civil* ; mais, pour les raisons que nous avons données plus haut, nous pensons que ce choix n'est pas des meilleurs ; ce fonctionnaire n'étant pas toujours à la hauteur de sa tâche, il serait un peu risqué de lui imposer la tenue du casier civil.

En 1841, un auteur, M. Loreau, dans son « *Traité du crédit foncier, des moyens de le fonder* », demande de confier la centralisation des actes relatifs à l'état et à la capacité des personnes au *Receveur de l'enregistrement*. Or, nous savons que, vers cette époque, on s'occupait de réformer le système hypothécaire. M. Loreau propose de supprimer le conservateur d'hypothèques et de le remplacer par un receveur d'enregistrement, qui sera chargé de la conservation des actes qui se rattachent à la publicité tant de l'état et de la capacité des personnes, que du crédit mobilier. Il aurait donc fallu prendre aux officiers de l'état civil les actes de l'état civil et les registres de la propriété immobilière aux conservateurs d'hypothèques, pour les mettre entre les mains du receveur de l'enregistrement.

On a soutenu que cette réforme aboutirait certainement à une centralisation complète de tous les registres concernant l'état des personnes et leur crédit personnel et réel. L'avantage d'un pareil système est plutôt illusoire.

Concentrer entre les mains du receveur de l'enregistrement tous les actes qui se rattachent à la publicité de l'état et de la capacité des personnes, ce serait, d'une part, bouleverser l'ensemble des institutions administratives et, de l'autre, le travail considérable et l'énorme accumulation des registres aux mains du même fonctionnaire, nous autorisent à croire que ce système n'aboutirait pas à de bons résultats.

La personne qui voudrait consulter le casier civil d'un tiers s'adressera au greffe du tribunal du lieu de sa naissance, et elle sera ainsi au courant de son état civil et de sa capacité. — Veut-elle connaître son crédit mobilier ? Le conservateur d'hypothèques la renseignera. On aura donc tous les renseignements voulus par le greffier du tribunal et le conservateur d'hypothèques.

En 1841, M. Hébert, dans son ouvrage intitulé « *L'Utilité d'un système général d'immatriculation des hommes, des immeubles et des titres* », propose le conservateur d'hypothèques comme fonctionnaire chargé de la centralisation de ces actes.

En 1887, M. Morel, député, dépose sur le bureau de la Chambre un projet de loi, aux termes duquel le fonctionnaire chargé de la centralisation serait le *conservateur d'hypothèques*.

Nous croyons que les mêmes critiques peuvent être adressées à ce système. En vérité, aucune ressemblance n'existe entre les registres confiés au conservateur d'hypothèques et ceux de l'état civil. Les premiers contiennent les noms des titulaires de droits réels consentis sur

les immeubles de l'arrondissement ; les seconds ont une autre base : ils doivent contenir les noms des individus nés dans l'arrondissement, sans aucun trait à un intérêt mobilier ou immobilier quelconque. Un registre ne pouvant servir pour l'autre, il faudrait donc transporter aux conservations d'hypothèques les registres de l'état civil des différentes communes de l'arrondissement pour que copie fût faite de tous les actes de naissance. Voilà la complication et les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'introduction de ce système.

Il ne reste donc qu'un fonctionnaire, sur lequel doit s'arrêter notre choix pour le charger de recevoir le dépôt des registres qui constitueront le casier civil. Ce serait le *greffier du tribunal de première instance*. C'est l'opinion qui fut soutenue par M. d'Albiousse en 1860 (*Revue pratique*) et plus tard fut reprise par M. Theureau dans son ouvrage, *La réforme des casiers judiciaires et un projet de casiers civils*. L'art. 34 C. c. dit :
« Les registres seront clos et arrêtés par l'officier de l'état
« civil, à la fin de chaque année ; et, dans le mois, l'un
« des doubles sera déposé aux archives de la commune,
« l'autre au greffe du tribunal de première instance. »
Il centralise déjà au chef-lieu de l'arrondissement les actes relatifs à l'état civil des personnes.

L'introduction du casier civil serait simple et d'application facile. Il s'agirait, non de détruire l'état actuel des choses, mais de le perfectionner en ajoutant à l'acte de naissance, existant déjà au greffe, un tableau de tous les actes qui apporteraient un changement dans l'état ou la capacité des personnes.

C. — PAR QUELS PROCÉDÉS AURA LIEU LA CENTRALISATION.

Après discussion, nous avons vu que les auteurs sont d'accord sur deux points :

I. — Le greffe du tribunal de l'arrondissement du lieu de la naissance sera choisi comme point de centralisation.

II. — Le greffier du tribunal de première instance est choisi pour y présider.

Il y a cependant une difficulté : les opinions sont partagées sur le point de savoir par quel procédé arrivera-t-on à établir une publicité complète.

Trois systèmes ont été proposés :

I. — Le système du casier civil parallèle au casier judiciaire ;

II. — Le système de la transcription appliquée aux actes de l'état civil ;

III. — Le système du tableau complémentaire d'état civil.

1° *Le système du casier civil parallèle au casier judiciaire.*

Vu les résultats satisfaisants donnés par le casier judiciaire, qui fonctionne depuis plus de 50 ans en France, on a proposé la création d'un casier civil sur le même modèle, formé d'une quantité de bulletins classés dans des compartiments (cases) selon l'ordre alphabétique des noms de famille des personnes qu'ils concernent.

Ces bulletins, constatant soit les actes de mariage, soit

les actes de décès, seront uniformes et de rédaction identique pour les mêmes actes. Ils seront envoyés au procureur de la République, qui en remettra un au greffier du tribunal et enverra l'autre au maire du lieu de naissance qui le placera dans le casier de l'état civil.

C'est la proposition faite par M. d'Albiousse en 1860 ; — plus tard il ajoute : « Comme complément de ce casier, « je propose aujourd'hui d'en établir un autre que l'on « appellera *casier des objets divers* et qui offrirait, entre « autres avantages, celui d'affermir le crédit par une « publicité plus durable et plus complète sur certaines « modifications apportées à la capacité des personnes. » — Ensuite il propose que mention du lieu de naissance des personnes qui y sont dénommées, soit faite à la suite de la mention du domicile, dans tous les actes notariés, arrêts, jugements, livrets d'ouvrier et autres actes émanés de l'autorité. — « Les greffiers de justice de paix « dans tous les cas de tutelle et ceux des tribunaux ou « des cours dans les jugements ou arrêts en dation de « conseil judiciaire, interdiction, séparation de corps ou « de biens, devront envoyer un bulletin conforme au « modèle ci-annexé (il donne des modèles de différents « bulletins) au greffier du tribunal de première ins- « tance du lieu de naissance des personnes que ces ac- « tes concernent : ces bulletins seront insérés dans le « casier des divers objets. »

Ils doivent être dépouillés tous les dix ans et transcrits sur des registres qui constitueraient des tables.

Vu les résultats excellents donnés par le casier judiciaire, au premier abord, l'introduction d'un casier civil

sur le même modèle, suivant la proposition de M. d'Albiousse, paraît être l'idéal en matière de publicité.

La différence qui existe entre le casier judiciaire et celui que l'on propose nous fait douter de sa réussite, au point de vue pratique du moins.

En vérité, le casier judiciaire fonctionne d'une manière régulière, étant donné le nombre restreint des personnes qui en ont un, qui est d'ailleurs détruit à leur décès. Il n'en serait pas de même pour le casier civil où chaque citoyen doit avoir le sien ; — car les bulletins qui renferment les renseignements et qui doivent être assurés de la publicité la plus intense, doivent être conservés même après la mort de l'individu.

Or, la conservation permanente de tous ces documents destinés à assurer la publicité la plus large, en matière personnelle, aboutirait à un amas prodigieux, à un encombrement redoutable. En pratique, l'amoncellement continu des tables occasionnerait facilement des erreurs graves et des omissions de la part des personnes chargées de leur conservation.

D'ailleurs pourquoi cette division en casier de l'état civil et casier d'objets divers ? Cela n'aboutirait ni à rendre plus aisée la tenue des registres ni à procurer aux intéressés la facilité des recherches.

Très alléchant en théorie, ce système amènerait, en pratique, des complications dans les fonctions des officiers de l'état civil. Son organisation assez difficile fit qu'on ne pensa pas à l'adopter.

Pourtant l'idée est bonne et plus tard M. Theureau dans son ouvrage déjà cité, « *Les Casiers judiciaires et*

« un projet de casiers civils », tenta de la perfectionner, toujours sur les mêmes bases, prenant comme modèle le casier judiciaire. — « Ces casiers judiciaires, — dit-il, « — depuis qu'ils fonctionnent, centralisent donc leurs « renseignements dans les lieux de naissance des individus auxquels ces renseignements s'appliquent. Ils « reposent, en effet, en même temps que sur le système « des bulletins, sur le système aussi de la localisation de « ces bulletins « aux lieux de naissance », c'est-à-dire « dans les greffes des arrondissements des lieux de naissance des individus. »

Et il continue ainsi : — « C'est sur les deux mêmes « bases que peuvent facilement et utilement être établis « les casiers civils, chacun de ces casiers consistant en « un ensemble de cases ou compartiments destinés à recevoir et à conserver des bulletins qui constateraient, « à l'égard des personnes, les changements apportés, « par suite de mariage sous tel ou tel régime, jugement de séparation de corps ou de biens, divorce, déchéance de la puissance paternelle, émancipation, tutelle, adoption, interdiction ou nomination de conseil judiciaire, faillite, liquidation judiciaire et autres circonstances quelconques de nature à modifier la situation individuelle dans l'un de ses trois éléments « essentiels : possession des droits sociaux, capacité de les exercer, crédit. »

Ayant toujours comme modèle les casiers judiciaires, l'auteur ajoute : « Ces bulletins, classés dans les compartiments des casiers, selon l'ordre alphabétique des « noms de famille des personnes qu'ils concernent, —

« procédé le plus propre à faciliter les recherches, —
« seraient, pour les casiers civils comme ils sont pour
« les casiers judiciaires, les bulletins n° 1 formant les
« casiers mêmes et ne devant pas être produits au
« dehors ; on donnerait aux extraits qui pourraient en
« être délivrés, comme on donne à ceux qui sont déli-
« vrés des casiers judiciaires, la dénomination de bul-
« letins n° 2. »

Cela établi, encore une question se pose : — Quel se-
rait le fonctionnaire chargé d'envoyer les bulletins des-
tinés à composer le casier civil ?

Cela « incomberait, pour ce qui peut concerner les ac-
« tes de l'état civil, aux officiers de l'état civil et, pour
« les contrats de mariage, aux notaires les ayant re-
« çus, qui spécifieraient le régime des époux ; pour les
« émancipations de mineurs, aux greffiers des justices
« de paix, les art. 477 et 478 du Code civil ayant décidé
« que c'est devant les justices de paix que toutes les
« émancipations s'opèrent ; de même, pour la tutelle
« officieuse, qui est un contrat attribué aux justices de
« paix par les art. 361 et suivants du Code civil ; pour
« les interdictions, les nominations de conseils judiciai-
« res, les divorces, séparations de corps, séparations
« de biens, adoptions, déchéances de la puissance pa-
« ternelle, aux greffiers des tribunaux ou des cours qui
« auraient prononcé en dernier ressort ; pour les failli-
« tes et liquidations judiciaires, aux greffiers des tri-
« bunaux de commerce ; pour le stellionat, au greffier
« du tribunal d'où émanerait la condamnation. Dans

« les cas aussi où une hypothèque légale résulte, par
« exemple, de l'établissement d'une tutelle, l'inscription
« n'en étant pas une condition de validité, ou si encore
« un homme est appelé à des fonctions entraînant une
« hypothèque sur ses biens, des bulletins également la
« constateraient. »

Quand on demande des renseignements, la règle serait la publicité la plus large ; car le but des casiers civils est de fournir des informations aux particuliers, contrairement aux casiers judiciaires qui servent pour éclairer la justice.

Le système de M. Theureau, quoique plus simplifié, parce qu'il n'existe pas de différence entre le casier de l'état civil et celui des objets divers, encourt les mêmes critiques qu'on a adressées à celui de M. d'Albiousse : la difficulté pratique.

En 1887, une nouvelle proposition de loi, relative à l'institution d'un casier civil, fut faite par M. Morel (*Journal officiel — annexe aux procès-verbaux des séances du 5 février 1887, n° 1514*), où il proposait, comme fonctionnaire chargé de la tenue du casier civil, le conservateur d'hypothèques ; mais ce choix, comme nous l'avons démontré, n'était pas des plus heureux.

M. Ganivet, dans le rapport sommaire sur les inconvénients que présente ce projet s'exprime ainsi : « Pour
« la confection du casier civil, contrairement à celle du
« casier judiciaire, le nombre des casiers à classer et à
« tenir au courant serait incalculable. La mesure étant
« générale, elle atteindrait toutes les personnes des deux
« sexes, parvenues à l'âge où commence la vie civile. —

« D'un autre côté, les événements de la vie civile qui
« devraient être consignés au casier sont multiples et
« variés. L'honorable M. Morel les a classés dans une
« nomenclature qui ne comprend pas moins de 25 nu-
« méros. Ce n'est plus le même fonctionnaire qui au-
« rait la charge de transmettre les extraits nécessaires.
« Ce soin serait confié à tous ceux qui ont ces divers
« actes dans leurs attributions, les greffiers des tribu-
« naux, civil, de commerce, de justice de paix, les no-
« taires, maires, agents consulaires et même les minis-
« tres. Cette multiplicité de renseignements à transmet-
« tre de sources différentes ne laissent pas que de pré-
« senter des inconvénients au point de vue de la régula-
« rité des transmissions. » (— Rap. Ganivet — *Officiel*
1887, annexe 1543, p. 373).

Quand même l'idée, bonne en principe, fut prise en considération par la onzième commission d'initiative parlementaire.

2° *Système de la transcription.*

Ce système consiste en la centralisation dans un lieu déterminé de toutes les expéditions des actes concernant la même personne. De cette manière les tiers pourraient les connaître et s'en faire délivrer copie : — ce n'est, d'ailleurs, que l'extension du principe posé par le Code civil pour les jugements et arrêts de divorce et d'adoption et pour les actes de l'état civil reçus dans des conditions exceptionnelles.

Voici le procédé : l'officier de l'état civil qui dressera un acte de décès ou de mariage d'une personne née dans une autre commune enverra, par l'organe du Procureur de la République, deux extraits qui seront inscrits l'un sur le registre de la commune de naissance de la personne, l'autre sur les registres du greffe du tribunal de première instance.

La critique qu'on peut adresser à ce système proposé par le Dr Loir, c'est qu'il ne peut être applicable qu'aux actes de l'état civil, car le maire n'a pas qualité pour délivrer une expédition authentique d'un arrêt. Il laisse, par conséquent, de côté tous les actes, si importants cependant, relatifs à la capacité des personnes ; et, en outre, son application est assez difficile, dangereuse même. Il imposerait des complications d'écritures en marge de l'acte de naissance ainsi qu'une lourde tâche à l'officier de l'état civil, dont il aggraverait sensiblement la responsabilité.

D'ailleurs, l'auteur même de ce système s'est aperçu des difficultés que cette organisation pourrait provoquer et il l'abandonna, se ralliant au système des bulletins supplémentaires, comme moins compliqué et plus satisfaisant au point de vue des résultats pratiques.

3° *Le système du tableau complémentaire d'état civil.*

Ce système, proposé par M. Rameau dans son étude « *de quelques modifications dans la tenue des registres de l'état civil* » (*Gazette des tribunaux*, 4-5 avril 1860), consiste dans l'annexion à un acte centralisateur d'un

tableau divisé en colonnes dans lesquelles mention sera faite des actes concernant la publicité personnelle. Remarquons, qu'à la différence des autres systèmes, il ne s'agit pas ici des extraits.

Comme acte centralisateur on désigne l'acte de naissance qui s'appelle « *le pivot des actes de l'état civil* », car il présente un caractère d'immutabilité absolue. En outre, il serait bien facile de renseigner les tiers sur le lieu de naissance d'un individu, en prescrivant sa mention dans tous les actes juridiques.

Voici comment l'auteur expose son système ; « Puis-
« qu'on ne peut obliger quelqu'un à se marier et à mou-
« rir au lieu où il est né, il faut, au moment même de sa
« naissance, dresser un tableau permanent qui permette
« d'embrasser d'un coup d'œil tous les faits d'état civil
« qui le concernent et faire aboutir à ce tableau la trace
« de chacun de ces faits, à mesure qu'ils se produisent.

« Le pivot de tout le système est l'acte de naissance.
« Rien ne serait donc changé aux registres actuels pour
« les mariages et les décès ; les registres de naissance
« seuls seront modifiés. Le nouveau registre devrait être
« divisé en cinq colonnes : dans la première serait inscrit
« l'acte de naissance proprement dit ; la seconde serait ré-
« servée aux mentions relatives à l'acte de célébration du
« mariage de la personne dont la première colonne in-
« dique la naissance ; la troisième aux mentions rela-
« tives aux actes de naissance de ses enfants légitimes
« ou naturels ; la quatrième à la mention de l'acte de
« décès de la personne même ; enfin, la cinquième serait
« affectée aux mentions de rectifications, conformément

« à l'art. 101 Code Napoléon : jugements et arrêts
« d'adoption, actes de légitimation, autorisation de
« changment de noms, etc. »

Le registre serait tenu en double comme actuellement (art. 40 C. c.) et l'un des doubles déposé au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel est située la commune où l'acte de naissance a été reçu.

Dans l'état actuel, l'officier de l'état civil procède à toute mention qui doit être faite en marge de l'acte déjà inscrit sur ses registres et doit, dans les trois jours, en donner avis au procureur de la République pour la mention à faire par le greffier sur le double déposé entre ses mains.

« Le moyen, ajoute M. Rameau, peut parfaitement
« s'adapter aux correspondances et envois rendus né-
« cessaires par les mentions à faire sur les registres
« nouveaux des actes de naissance à compléter. »

L'auteur paraît également préoccupé de la filiation. Il constate presque une impossibilité d'établir la généalogie d'une famille sans avoir recours aux actes de notoriété. — « Moyen, dit-il, que le législateur a mis à notre
« disposition faute de mieux pour prouver ce que l'on
« appelle un fait négatif. »

Il propose, à cet effet, l'énonciation, dans l'acte de naissance de toute personne, du lieu de naissance de ses père et mère.

Ce système, croyons-nous, présente une lacune regrettable : il ne s'occupe nullement des faits concernant

la capacité des personnes. En outre, les questions de détail nous paraissent bien compliquées.

Le D^r Loir (*Recueil des séances de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1883, t. LXIII), comme nous l'avons déjà vu, après avoir abandonné le système de la transcription qu'il proposa, se rattacha à ce dernier et fit quelques propositions qui, d'après lui, combleraient certaines lacunes existant dans les actes de l'état civil.

Il demande :

1° D'ajouter en marge ou à la suite de l'acte de naissance un petit bulletin complémentaire sur lequel mention sera faite des actes de mariage, de décès, de leurs date et lieu, ainsi que de quelques actes exceptionnels s'il y avait lieu, comme la reconnaissance ou l'adoption.

2° D'ajouter en marge ou à la suite de l'acte de mariage un bulletin de filiation pour les enfants légitimes et de mentionner dans l'acte de naissance des pères et mères non mariés la reconnaissance de leurs enfants naturels.

3° Ensuite, si l'on veut comprendre tous les cas exceptionnels d'actes sans destination, d'enfants naturels non reconnus, d'étrangers, de créer, pour les indigènes, à Paris, au ministère de la Justice, un dépôt général unique pour toute la France, avec casier, grand registre ou répertoire, etc., pour les personnes étrangères, un dépôt central au ministère des Affaires étrangères dans lequel existerait également un casier avec registre ou répertoire.

M. Loir, qui préconisa le système d'un casier central,

s'aperçut des difficultés pratiques et des inconvénients qui en résulteraient et propose de le remplacer par des tables de naissance générales et par arrondissement. Il serait dressé, à chaque période de dix ans, des tables alphabétiques de toutes les naissances qui se réfèrent à ce laps de temps dans chaque arrondissement. Les individus y seraient mentionnés avec leurs noms, prénoms, lieu et date de naissance. — Ces tables seront envoyées à Paris, toujours par ordre alphabétique et une table générale sera dressée pour toute la France.

Par ce moyen, en s'adressant à l'administration chargée de ce service, il sera aisé de connaître la destination des bulletins des tableaux complémentaires.

Le D^r Loir se rapporte à l'ordonnance du 20 juillet 1807.

Les officiers de l'état civil doivent tenir, par ordre alphabétique, des *tables annuelles* des actes reçus par eux, et les greffiers doivent dresser des tables décennales. « Quant à la tâche des greffiers, ajoute M. Loir, elle « sera simplifiée en ce sens qu'il n'y aurait à établir en double qu'une *table décennale* des naissances seulement; car c'est à l'acte de naissance que se réfèrent tous les renseignements relatifs aux autres actes. — Dressé pour l'arrondissement, le double de cette table sera envoyé à Paris et servira à faire la *table générale*, qui pourrait former « avec le secours de la typographie, un volume de dimensions réduites, imprimé en lettres capitales, largement espacées, de la forme d'un dictionnaire. »

Ce système, ainsi que celui de M. Rameau, que nous avons exposé, présente des inconvénients remarquables.

1° Il ne peut être appliqué qu'aux actes de l'état civil, alors que nous nous occupons d'une mesure de publicité plus large qui embrasserait tous les changements survenus aussi à la capacité des personnes.

2° Il dissémine trop les documents en choisissant chaque commune comme centre de localisation.

3° En outre nous avons donné les raisons pour lesquelles le choix de l'officier de l'état civil, comme fonctionnaire chargé de la centralisation, nous paraît mauvais.

Enfin, encore une solution fut proposée, en ce but, par M. Petiet dans son étude : « *La publicité en matière d'état et de capacité des personnes* » (*Revue critique*, 1887, p. 582). Il désigne le greffier du tribunal de première instance comme officier chargé de la tenue du registre-casier. Voici comment il s'exprime : « A l'heure actuelle, « ne l'oublions pas, les trente-huit millions de Français « sont immatriculés sur les registres de l'état civil qui « apparaissent ainsi comme naturellement destinés à « constituer la matière du casier civil. Les registres contenant l'acte de naissance des Français actuellement « vivants, nés dans toutes les communes du premier arrondissement venu, sont, au moment présent, centralisés au greffe du chef-lieu (art. 43 C. c.).

« Seuls les registres de l'année courante manquent à l'appel : les municipalités ne l'expédieront qu'à la fin de l'année. Mais qu'importe ? Les mentions qu'il y aurait lieu de faire sur le casier civil sont manifestement relatives à des personnes âgées de plus d'un an. Ainsi donc, le registre contenant l'acte de nais-

« sance de toutes les personnes dont l'état et la capacité
« se sont modifiés depuis la naissance, sont, dès à pré-
« sent, entre les mains des greffiers.

« Il ne s'agit plus que de dresser pour chacune d'elles
« le tableau des actes, s'il y en a, qui influent sur son
« état ou sa capacité. Ce tableau sera annexé à l'acte
« de naissance et dressé sur le feuillet qui contient cet
« acte.

« Les modifications à l'état ou à la capacité se feront
« par mentions sommaires, soit en marge, soit à la suite
« de l'acte dans le blanc qu'on aurait soin de ménager
« sur les registres distribués dorénavant. »

Mais une question se pose encore : — Comment et par
quel moyen ferait-on arriver les renseignements au
greffe pour y être mentionnés ?

Il suffit d'imposer aux officiers de l'état civil et à tout
officier ministériel, chargés de la rédaction des actes ju-
ridiques ayant trait à l'état et à la capacité des person-
nes, l'obligation de transmettre immédiatement la men-
tion sommaire au greffier de l'arrondissement du lieu de
naissance, qui en fera la transcription.

Ils connaîtront le lieu de naissance de la personne vi-
sée dans l'acte par l'acte lui-même, si la loi prend soin
d'exiger cette mention dans tous les actes authentiques.

§ I. — LA CENTRALISATION.

Après avoir retracé, dans leurs grandes lignes, les
systèmes proposés en matière de publicité, nous insis-
terons, pour les raisons que nous avons données, sur ce
dernier qui sera peut-être le *casier civil de l'avenir*. Des-

tiné à faire connaître aux tiers toutes les fluctuations d'état et de capacité qui interviennent en matière civile, il *consiste en l'annexion au double de l'acte de naissance exposé au greffe du tribunal, d'un tableau sur lequel mention sera faite de tous les actes modificatifs d'état ou de capacité*. Ces actes seront inscrits sommairement sur des bulletins qu'on aura soin d'envoyer au greffier du tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé le lieu de naissance, qui devra en faire mention dans l'espace destiné à cette rédaction.

Aussi, comme nous l'avons déjà dit, pour alléger la tâche de l'officier de l'état civil, il devra exiger *la mention du lieu de naissance dans tous les actes passés devant lui, et imposer également cette énonciation dans la rédaction des jugements et actes notariés en général* : ceci pour permettre à ces fonctionnaires d'avoir les renseignements nécessaires pour pouvoir exécuter les mesures de publicité voulues.

Pour plus de garantie, et pour éviter les cas où l'on pourrait ignorer l'arrondissement natal, nous croyons devoir reprendre l'idée du D^r Loir qui proposait qu'une table décennale de natalité fût dressée au bureau de la statistique du ministère de la Justice.

Avec ce système rien ne change dans les registres de l'état civil qui seront employés tels qu'ils existent actuellement ; seulement le registre qui doit être envoyé au greffe contiendra un nombre de feuillets double de celui qui restera à la mairie.

L'officier de l'état civil écrira les actes seulement sur le recto de chaque feuille, le verso sera destiné aux mentions que le greffier sera appelé à y faire, et divisé en

quatre colonnes dont chacune contiendra un groupe défini de mentions :

Dans la première seront inscrits les événements se rattachant à l'acte de naissance, savoir :

- I. La reconnaissance et la filiation ;
- II. Les jugements rectificatifs de l'état civil ;
- III. L'adoption ;
- IV. Les décrets de naturalisation et d'admission à domicile.

Dans la deuxième colonne tous les actes se rattachant au mariage et à sa dissolution :

- I. Mariage ;
- II. Contrat de mariage ;
- III. La demande en séparation de biens et le jugement qui la prononce ;
- IV. Le jugement de divorce ou de séparation de corps ;
- V. La séparation de corps judiciaire, ou l'arrêt prononçant la séparation de corps. (*Loi du 6 fév. 1893*) ;
- VI. La réconciliation des époux séparés de corps ;
- VII. Le jugement ou arrêt de conversion de la séparation de corps en divorce.
- VIII. Le décès d'un des époux.

Dans la troisième colonne seront inscrits tous les actes se rattachant à la filiation :

- I. L'acte de naissance de l'enfant légitime ;
- II. La légitimation ;
- III. L'acte de reconnaissance de l'enfant naturel ;
- IV. Les arrêts d'adoption.

Quand il s'agira de deux époux la mention devra être faite sur le casier de chacun d'eux.

Dans la quatrième colonne seront inscrits tous les ac-

les relatifs à la capacité et au crédit moral de l'individu :

I. L'émancipation et le retrait d'émancipation ;

II. L'interdiction judiciaire et la main-levée ;

III. L'interdiction légale et les déchéances civiles
accessoire aux peines criminelles ;

IV. La dation d'un conseil judiciaire et la main-levée ;

V. La tutelle, co-tutelle, pro-tutelle et les événements
qui y mettent fin ;

VI. Les déclarations de commerce faites au greffe du
tribunal de commerce ;

VII. Le jugement déclaratif de faillite et de liquida-
tion judiciaire ;

VIII. La réhabilitation ;

IX. La nomination à des fonctions de comptable des
deniers publics ;

X. Diplômes, grades et décorations.

Les décès et les absences seront mentionnés à la
suite du tableau, de la sorte on pourrait savoir de suite
si l'individu est mort ou vivant, présent ou absent.

Il ne faut pas s'inquiéter du grand nombre des men-
tions (26). Certaines sont incompatibles ; d'autres ne se
présenteront que très rarement. Dans la première et la
quatrième colonne il n'y aurait que de rares mentions ;
la capacité est la règle générale et la plupart des états
civils ne donnent pas lieu à rectification.

Pour plus de sûreté, il faudrait remettre aux officiers
de l'état civil des registres tout imprimés et portant les
formules des actes qu'ils doivent recevoir, en laissant en
blanc seulement l'espace destiné à recevoir les mentions
concernant chaque individu.

§ II. — LA RÉDACTION DES BULLETINS ET LE MÉCANISME DE
LA CENTRALISATION.

L'économie de ce système est des plus simples ; car il ne consiste qu'en des mentions faites en marge de l'acte de naissance. D'ailleurs le Code civil lui-même exige quelquefois cette formalité et la loi de 1897 ordonne que, dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état devrait avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, elle serait faite d'office.

Les mentions que ce système exige seraient aussi faites d'office :

Par l'officier de l'état civil pour les actes de l'état civil :

Par les greffiers des tribunaux et cours pour : l'adoption, le divorce, la séparation de corps, la séparation de biens, l'interdiction, la nomination d'un conseil judiciaire.

Par les greffes des tribunaux de commerce pour les faillites et liquidations judiciaires.

Avec le système que nous proposons, aucune mention n'existera plus en marge des actes de l'état civil : le casier civil comprendra tout. Dorénavant, certes, l'inspection des actes de l'état civil n'offrira une pleine certitude que par le casier civil ; mais elle sera ainsi absolue puisque ce dernier renfermera tous les faits concernant la personne juridique. Tandis qu'actuellement, avec toutes les mesures prises par la loi pour en assurer la publicité, beaucoup échappent à la connaissance des tiers.

On a reproché à ce système que, — les mentions n'étant pas faites en double, — si, par accident, les archives du greffe étaient détruites, tous les renseignements disparaîtraient avec elles.

Pour prévenir cette éventualité, les bulletins reçus au greffe seront conservés et dépouillés à date fixe, catalogués par ordre alphabétique, classés d'après les communes d'origine des personnes auxquelles ils se rapportent et ensuite expédiés aux *archives des communes respectives*. Avec ces précautions, on pourrait toujours reconstituer le casier civil, même si on se trouvait dans l'impossibilité de s'adresser au greffe.

Nous avons désigné les officiers de l'état civil, les greffiers des tribunaux civils et de commerce comme fonctionnaires chargés de la rédaction des bulletins, qui, une fois le jugement ou arrêt passé en force de chose jugée, les enverront au Procureur de la République du lieu de naissance. Dans quel délai cette expédition sera-t-elle faite ?

La loi de 1893 donne 15 jours pour l'inscription de l'interdiction ou de la nomination du conseil sur le registre qu'elle institue à cet effet.

La loi de 1897 exige que les mentions qu'elle édicte devront être faites dans un délai de 3 jours. Dans l'intérêt des tiers nous préférons ce dernier délai. Aussi croyons-nous devoir obliger le greffier qui a reçu les bulletins à effectuer les mentions nécessaires dans les trois jours.

Quant à la rédaction des bulletins envoyés au greffier, quoique rédigés de la manière la plus succincte, ils doi-

vent contenir toutes les mentions nécessaires : la nature, le lieu et la date de tout acte ou décision judiciaire, les noms et prénoms des parties qui y ont figuré, ainsi que la date et le lieu de naissance ; la date de l'envoi et enfin la signature de l'officier public qui expédie les bulletins.

Ensuite, comme mesure de précaution, pour éviter toute erreur, l'administration devrait imprimer des bulletins de la même forme et sur le même modèle, pour chaque catégorie d'actes. Il n'y aurait, au moment de l'envoi, qu'à remplir les espaces laissés en blanc. Cela simplifierait suffisamment la tâche des officiers de l'état civil, souvent peu expérimentés, surtout dans les petites communes. Les bulletins pourraient porter également le numéro de la colonne du casier où ils devront être inscrits.

Afin d'aider un peu le greffier dans son travail, il faudrait envoyer aux greffes un modèle qui comprendrait toutes les mentions qui doivent être insérées dans le casier.

Pour examiner les différents bulletins qui peuvent être envoyés, nous passerons rapidement en revue les différents événements de la vie juridique des individus :

1° *L'acte de naissance de l'enfant légitime.* — Comme le lieu de naissance des parents sera mentionné sur l'acte de naissance de l'enfant, l'officier de l'état civil, devant lequel la déclaration sera faite, rédigera un bulletin où seront indiqués ses prénoms, et l'enverra au parquet de l'arrondissement du père ; un autre sera envoyé également au parquet de l'arrondissement de la mère, pour que les mentions soient faites par le greffier.

2° *L'acte de naissance de l'enfant naturel.* — Ici, plusieurs hypothèses peuvent se présenter :

a) L'enfant est reconnu par ses deux parents dans l'acte de naissance : un double bulletin sera dressé dans les mêmes formes et conditions que pour l'enfant légitime.

b) L'enfant n'a été reconnu que par le père ou la mère seulement : un seul bulletin sera rédigé et envoyé au parquet de l'arrondissement natal de celui qui l'a reconnu.

c) L'enfant n'a pas été reconnu, l'acte de naissance ne sera pas mentionné, aucun des auteurs n'y étant dénommé.

3° *L'acte de reconnaissance d'enfant naturel.* — L'acte de reconnaissance a été dressé par l'officier de l'état civil, qui sera tenu d'envoyer un bulletin au parquet de l'arrondissement natal de l'auteur de la reconnaissance.

Si l'acte de reconnaissance a été fait devant notaire, doit-il rester secret ? On a répondu : oui. Mais dans l'intérêt de l'enfant, pour lui permettre de reconstituer sa filiation, rien ne s'opposerait à ce que le notaire fût obligé d'envoyer à l'arrondissement natal de l'enfant un bulletin constatant la reconnaissance faite dans son étude, avec la date de l'acte, mais sans faire figurer dans ce bulletin le nom de l'auteur ou des auteurs qui l'ont reconnu.

Si la reconnaissance a été faite devant une autorité judiciaire, ce sera le greffier du tribunal qui assurera la mention.

4° *Légitimation.* — En cas de légitimation par ma-

riage subséquent, l'officier célébrant aura soin d'envoyer à l'arrondissement natal de l'enfant légitime le bulletin constatant la légitimation.

5° *Adoption.* — Le greffier de la cour qui a rendu l'arrêt d'adoption sera chargé de la rédaction de deux bulletins constatant ce fait, dont l'un sera envoyé à l'arrondissement natal de l'adopté, l'autre à celui de l'adoptant.

6° *Mariage.* — L'officier de l'état civil qui a célébré le mariage dressera deux bulletins qu'il enverra à l'arrondissement natal de chaque époux. Il y fera également mention de l'existence d'un contrat de mariage et quel est ce contrat.

7° *Demande en séparation des biens, de corps ; divorce et conversion de la séparation en divorce.*

Les bulletins mentionnant chacun de ces faits seront rédigés par les greffiers des tribunaux compétents, et envoyés par eux à l'arrondissement natal des personnes qu'ils concernent.

Pour la réconciliation des époux séparés de corps, le greffier du tribunal du domicile, chargé de procéder aux formalités prescrites par la loi, enverra le bulletin à l'arrondissement natal des époux.

8° *Naturalisation et admission à domicile.* — Les individus qui obtiendront la naturalisation, étant nés à l'étranger, d'après le système que nous adoptons, seront tenus de choisir une commune d'origine en France, et le Garde des Sceaux fera parvenir au greffe de l'arrondissement de la commune choisie, les bulletins auxquels sera annexée une expédition de l'acte de nais-

sance des individus naturalisés ou autorisés à fixer leur domicile en France.

9° *Absence*. — En cas d'absence le greffier du tribunal compétent pour déclarer l'absence sera chargé d'envoyer le bulletin.

10° *Décès*. — L'officier de l'état civil qui a constaté le décès enverra le bulletin à l'arrondissement natal. Les tables décennales dont nous avons parlé, serviront à le faire connaître facilement. Quand il s'agira du décès d'une personne mariée, le décès sera mentionné également sur le casier de son conjoint.

Si l'officier qui constate le décès ignore que le défunt était marié, ce sera le greffier chargé de la tenue du casier civil du défunt qui mentionnera le décès sur le casier du conjoint survivant.

11° *Emancipation et révocation d'émancipation*. — Le greffier du juge de paix devant lequel l'émancipation sera faite enverra le bulletin à l'arrondissement natal, et cela que l'émancipation ait lieu d'après les formes de l'art. 477 C. c. ou d'après celles de l'art. 478.

12° *Nomination d'un conseil judiciaire ; Interdiction et main-levée*. Le greffier du tribunal ou de la cour qui aura statué, enverra le bulletin à l'arrondissement natal. Le choix de ce fonctionnaire placé sous le contrôle du parquet offre plus de garantie et moins de complications que celui de l'avoué.

13° *Condamnations pénales*. — Les condamnations pénales, qui ont une influence sur la capacité civile, seront mentionnées sur le casier judiciaire du condamné et envoyées à l'arrondissement natal par le greffier du tribunal qui les aura prononcées.

14° *Tutelle.* — a) *La tutelle légale*, — qu'on pourrait facilement connaître par le rapprochement des mentions de naissance du pupille et du décès de l'un des auteurs, — ne sera sujette à aucune mention particulière. b) *La tutelle conférée par le conseil de famille* sera inscrite sur un bulletin rédigé par le greffier du Juge de paix qui a présidé le conseil. Comme la tutelle déférée par les père et mère sera toujours connue à la Justice de paix, à l'occasion de la nomination du subrogé-tuteur, le juge de paix pourra, par l'intervention du greffier, transmettre à l'arrondissement natal de la mère un bulletin désignant le conseil de tutelle, dans le cas où cette mesure sera prise par le père à l'égard de la mère, tutrice légale.

Les bulletins de tutelle doivent indiquer la date de la naissance de chacun des pupilles, afin que la cessation de la tutelle soit portée à la connaissance des tiers. Dans tous les autres cas où elle prendra fin autrement que par la majorité, la mention de cessation sera faite sur le casier du tuteur.

En cas de tutelle de l'interdit, il n'est pas nécessaire de mentionner son âge : elle cessera quand il recouvrera ses facultés mentales. Quant à la main-levée elle sera mentionnée sur le casier du tuteur.

15° *Fonctions de comptables des deniers publics entraînant hypothèque légale*, — Dans ce cas la déclaration sera faite par le fonctionnaire lui-même dans un délai de trois jours, sous peine d'amende ou destitution.

16° *Qualité de commerçant ; — faillite ; — concordat et liquidation judiciaire*. D'après le modèle de quelques législations étrangères, nous avons proposé comme moyen efficace, pour faire connaître la qualité de com-

merçant d'une personne, la tenue d'un registre public au greffe du tribunal de commerce sur lequel chaque individu de l'arrondissement, ayant cette qualité, sera obligé de faire une déclaration qui contiendra ses noms, prénoms et lieu de naissance. En outre, toute déclaration sera datée : tout cela sous peine d'amende.

La liste des patentés communiquée par l'administration et celle des électeurs du tribunal de commerce serviraient comme moyen de contrôle. On mentionnerait de même façon les sociétés commerciales pour en assurer la publicité. La loi du 24 juillet 1867 ordonne qu'un double de l'acte de société soit déposé au greffe du tribunal de commerce.

Pour éviter toute mesure vexatoire à l'égard des commerçants, ainsi que tout abus de la part du greffier du tribunal de commerce, il faut borner son rôle à recevoir simplement les déclarations, sans lui permettre, sous aucun prétexte, de refuser l'inscription ou de s'y opposer. Une fois la déclaration faite, il enverra un bulletin à l'arrondissement natal, qu'il connaîtra par la déclaration même du commerçant qui s'est fait inscrire. Nous avons déjà dit que le lieu de naissance doit figurer sur toute déclaration.

Supposons que le commerçant change de domicile : l'extrait de son casier fera connaître aux intéressés l'endroit où il a établi son nouveau domicile.

D'autre part, la faillite, le concordat et la liquidation judiciaire seront toujours connus par les tiers, car mention en sera faite, sur le casier civil du commerçant, par le greffier du tribunal de commerce ; ainsi ils pourront

connaître la situation de la personne avec laquelle ils veulent traiter.

17° *Diplômes, distinctions honorifiques, décorations.* — Ici aucune complication. — La personne qui les aura obtenus fera elle-même parvenir à l'arrondissement natal les pièces nécessaires.

Après que nous avons énuméré les différentes mentions qui seront inscrites sur le casier civil, on voit qu'il n'existe plus aucune difficulté à connaître l'état et la capacité des personnes.

Un seul coup d'œil sur le casier présentera, dans ses grandes lignes, la biographie juridique de chaque individu.

LES EXTRAITS DU CASIER CIVIL ET LEUR FORCE PROBANTE.

Les extraits du casier civil seront délivrés sur des feuilles volantes comme ceux de l'état civil. Le greffier du tribunal de l'arrondissement natal les délivrera sur la demande écrite des personnes intéressées. Comme dorénavant, les inscriptions ne se feront plus en marge des actes de l'état civil, mais sur le tableau annexé à cet effet à l'acte de naissance, il faudra produire un extrait du casier toutes les fois qu'un acte de l'état civil doit être présenté.

La complication à laquelle donnera lieu cette disposition — car on sera obligé de se procurer deux pièces au lieu d'une — sera largement compensée par les garanties qu'elle offre aux tiers, comme aux titulaires mêmes du casier.

Toujours dans un but de publicité et pour la facilité de la preuve, on a proposé l'emploi d'un livret civil individuel (*Livret civil*, M. Bateau), sur lequel seront portées, au fur et à mesure, les mentions inscrites sur le casier civil. Mais cette pratique nous paraît défectueuse. Chaque fois qu'il y aura lieu à une mention sur le casier civil, l'intéressé devra s'adresser au greffier pour que celui-ci tienne à jour son livret. Comment l'obliger à le faire ? — Première source d'embarras.

Ensuite comment saurait-on si le livret est conforme au casier ? Surtout s'il remonte à une date un peu éloignée, il donnera toujours lieu à des soupçons. Les tiers qui voudront connaître la situation de la personne avec laquelle ils veulent traiter ne négligeront jamais de demander un extrait du casier civil. Cela leur offrira plus de garantie. — Alors à quoi servirait le livret ? — Complication inutile.

Les extraits du casier civil auront la même force probante que celle qui est accordée par la loi aux extraits actuels des actes de l'état civil.

Car qu'est-ce que le casier civil ? — Un tableau sur lequel sont inscrites un certain nombre de mentions qui se réfèrent à des actes certifiés conformes par les bulletins. Or, dans l'état actuel de la législation, toutes les fois qu'une mention est exigée en marge d'un acte de l'état civil, elle bénéficie de la même force probante que l'acte lui-même ; alors pourquoi ne pas adopter la même solution et accorder la même force probante aux extraits du casier civil.

En vérité, nous nous trouvons en présence de toutes

les garanties d'authenticité. — Le fonctionnaire chargé de la tenue du casier est un officier public salarié, placé sous le contrôle du Procureur de la République, et tous ceux qui l'aident dans sa tâche sont également les officiers de l'état civil, les notaires ou autres officiers ministériels et parfois d'autres greffiers du tribunal civil ou de commerce. Cela présente, comme nous l'avons déjà dit, des garanties sérieuses d'authenticité.

S'ils manquent à leurs devoirs, s'ils se rendent coupables de mauvaise foi ou de négligence, eux-mêmes, non les intéressés, doivent en subir les conséquences. Ils pourront être passibles des dommages-intérêts ou de peines analogues à celles édictées par l'art. 50 et suivants du Code civil.

Toutefois il convient de remarquer que la coopération de différents officiers publics forme la base de cette réforme.

LA PUBLICITÉ DU CASIER CIVIL.

De vives critiques, qui furent formulées contre l'abus de publicité du casier judiciaire, aboutirent à une loi du 5 août 1899 qui régla minutieusement cette matière abandonnée jusqu'alors à l'arbitraire des circulaires ministérielles. En vérité, le but de cette institution n'est pas de renseigner les tiers sur la situation d'une personne, mais seulement de permettre à la justice de constater la récidive. Il n'en est pas de même pour le casier civil qui doit, pour atteindre le but poursuivi,

jouir de la publicité la plus intense. C'est dans l'intérêt des tiers que cette réforme est proposée.

Il existe deux moyens par lesquels les intéressés pourront connaître le casier civil d'une personne.

I. Consulter eux-mêmes, quand ils sont sur les lieux, les registres qui sont publics, moyen inauguré par la loi de 1893, qui crée les registres des interdictions.

II. Demander aux greffiers un extrait du casier civil. Ce qu'ils feront lorsqu'ils seront dans l'impossibilité, — vu l'éloignement, — d'aller compulser eux-mêmes les registres, ou lorsqu'ils voudront avoir en mains une preuve écrite.

D'ailleurs les titulaires des casiers civils seront les premiers à demander des extraits, quand ils seront sur le point de traiter avec un tiers ou de faire rédiger par le notaire un acte authentique.

COTÉ FINANCIER DE LA QUESTION.

Le côté financier de la question, qu'on a considéré comme un obstacle à l'application de la réforme que nous proposons, ne présente aucune difficulté pratique. Le budget ne sera pas grevé. Voici les dépenses nécessaires :

Pour l'Etat : l'impression des bulletins de correspondance dont les dépenses seront couvertes par l'emploi des feuilles de papier timbré à 0 fr. 60, exigées pour les extraits du casier civil.

Pour la commune : l'augmentation du nombre des

feuillet du registre des naissances destiné à être déposé au greffe : la dépense sera donc minime pour les communes.

Dans un autre ordre d'idées, pour alléger la tâche du greffier chargé de la tenue du casier civil, suivant l'importance du greffe, on lui adjoindra un ou plusieurs employés supplémentaires. Ensuite pour le dédommager du surplus de travail, on pourra lui allouer un supplément d'honoraires de 0 fr. 50 par exemple, toutes les fois qu'il délivrera un extrait du casier, et 0 fr. 25 quand les intéressés consulteront eux-mêmes les registres.

Actuellement les greffiers ont droit à 1 fr. d'honoraires pour toute communication d'extrait du casier judiciaire. Tout porte à croire que les extraits du casier civil seront délivrés fréquemment et que les greffiers réaliseront encore des bénéfices.

Cette réforme présente, selon nous, de réels avantages ; car, sans créer de nouveaux fonctionnaires, sans donner lieu à des dépenses considérables ni bouleverser l'état de choses actuel, elle aboutit, dans un intérêt commun, à établir, autant que possible, une publicité complète concernant l'état et la capacité des personnes.

Etant donné ces considérations, nous sommes autorisés à croire que la « *Commission de Réforme du Code civil* » pourrait utilement s'occuper de l'introduction du *casier civil* dans la législation française.

MESURES LÉGISLATIVES

ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Pour l'institution du casier civil une loi nouvelle serait nécessaire. Elle énoncera les mentions dont les actes concernant l'état et la capacité des personnes devront être l'objet, et indiquera les énonciations que ces actes devront contenir.

Ensuite, des mesures transitoires s'imposent. Pourtant il serait bien difficile d'appliquer le système du casier civil aux personnes déjà nées lors de la promulgation de la loi. Quant aux actes antérieurs à sa promulgation, l'impossibilité matérielle s'opposera à l'observation de ce système ; car, la plupart du temps, il ne serait pas loisible de connaître le lieu de naissance des personnes interdites ou en état de faillite qui auraient disparu.

Néanmoins on pourrait appliquer la nouvelle loi à la génération existante, pour les actes à venir. Le seul inconvénient serait ici l'exiguïté de la marge de l'acte de naissance ; mais, en autorisant les greffiers à faire, dès maintenant, l'annexion d'une feuille en regard des actes anciens, on pourrait y remédier.

En ce qui concerne les détails de fonctionnement du casier civil, il suffirait d'un décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi.

QUESTIONS INTERNATIONALES

Nous avons toujours considéré jusqu'ici les actes et les jugements rendus en France. Qu'arrivera-t-il si l'état et la capacité des personnes sont modifiés par des jugements et actes survenus à l'étranger ?

L'art. 47 C. c. dit : « Tout acte de l'état civil des Français et des étrangers fait en pays étranger, fera foi, « s'il a été rédigé dans les formes usitées dans ledit « pays » ; dans son 2^e alinéa (Loi de 1893) il ajoute : « Lorsqu'un de ces actes concernant des Français sera « transmis au ministère des Affaires étrangères, il y « restera déposé pour en être délivré expédition. »

L'art. 48 C. c. porte : « Pour les actes de l'état civil « des Français en pays étranger, reçus conformément « aux lois françaises par les agents diplomatiques ou « consuls : un double des registres de l'état civil tenus « par ces agents sera adressé, à la fin de chaque année, « au ministère des Affaires étrangères qui en assurera « la garde et pourra en délivrer des extraits. »

Les agents du ministère des Affaires étrangères rédigeront les bulletins d'état civil et seront chargés de mentionner les actes aussitôt arrivés. Nous croyons que ce

mode de publicité pourrait être étendu également aux décisions judiciaires, rendues en pays étranger, qui modifient l'état et la capacité des personnes ; car si les jugements étrangers ne sont exécutoires en France qu'après la déclaration d'*exequatur*, une exception est faite pour les jugements relatifs aux questions d'état ou de capacité. Ils peuvent être invoqués en France sans qu'il y ait besoin de demander l'*exequatur*, lorsqu'il s'agit de leur application ou de leur exécution volontaire. « L'autorité locale n'a aucune mesure à prendre ; « elle se trouve en présence d'une constatation de fait « qui échappe à son examen et qu'elle doit respecter « dans ceux de ses effets qui ne sont pas inconciliables « avec l'ordre public international. » (WEISS. *Manuel de droit international privé*, p. 499.)

Vu bon à imprimer :

Le Président de la thèse,

R. PIÉDELIEVRE.

Vu : *Le Doyen,*

A. LYON CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	I
INTRODUCTION	III

PREMIERE PARTIE

De l'état et la capacité des personnes	1
CHAPITRE I. — <i>De la publicité des actes de l'état civil</i>	4
A. Naissance	5
B. Mariage	7
C. Décès	9
CHAPITRE II. — <i>Règles spéciales de publicité concernant les actes reçus dans des conditions exceptionnelles</i>	11
A. Actes reçus à l'étranger	11
B. Actes reçus aux armées, hôpitaux, etc.	12
CHAPITRE III. — <i>De la publicité des jugements rectificatifs des actes de l'état civil</i>	13
Art. 62 Code civil	14
Loi du 17 août 1897	14
De la publicité des actes concernant la capacité des personnes....	21
CHAPITRE I. — <i>Incapacités de droit civil</i>	27
A. L'Incapacité du mineur	28
B. L'Incapacité de l'interdit et de la personne pourvue d'un conseil judiciaire	31
C. Condition de l'aliéné non interdit enfermé dans un asile	35
D. Incapacité de la femme mariée	

Loi du 17 août 1897. — De la publicité du mariage.....	38
Loi du 10 juillet 1850. — De la publicité du contrat de mariage	38
<i>Divorcée. — Séparation de corps. — Séparation des biens...</i>	41
A. La publicité de la demande	42
B. La publicité des jugements	44
CHAPITRE II. — Incapacités de droit commercial	47
CHAPITRE III. — Incapacités de droit pénal	49
Critique des systèmes de publicité en matière de capacité.	51

DEUXIEME PARTIE

Systèmes proposés pour la publicité et la centralisation des actes concernant l'état et la capacité des personnes	55
A. Lieu de centralisation	57
B. Quel fonctionnaire sera chargé de la centralisation	60
C. Par quels procédés aura lieu la centralisation	63
1° Le système du casier civil parallèle au casier judiciaire.	63
2° Le système de la transcription	69
3° Le système du tableau complémentaire d'état civil	70
§ I. La centralisation	76
Mentions nécessaires et bulletins de correspondance.	77
Mentions relatives à la naissance	78
Mentions relatives au mariage et à sa dissolution	78
Mentions se rattachant à la filiation	78
Mentions relatives à la capacité et au crédit moral de l'individu	79
§ II. La rédaction des bulletins et mécanisme de la centralisation	80
1) L'acte de naissance de l'enfant légitime	82
2) L'acte de naissance de l'enfant naturel	83
3) L'acte de reconnaissance d'enfant naturel	83
4) Légitimation	83
5) Adoption	84
6) Mariage	84
7) Demande en séparation de biens, de corps; divorce et conversion de la séparation en divorce	84

8) Naturalisation et admission à domicile	84
9) Absence	85
10) Décès	85
11) Emancipation et révocation d'émancipation	85
12) Nomination d'un conseil judiciaire; interdiction et main-levée	85
13) Condamnations pénales	85
14) Tutelle	86
15) Fonctions de comptables des deniers publics, en- trainant hypothèque légale	86
16) Qualité de commerçant; faillite; concordat et li- quidation judiciaire	86
17) Diplômes, distinctions honorifiques, décorations ..	88
Les extraits du casier civil et leur force probante	88
La publicité du casier civil	90
Côté financier de la question	91
 Mesures législatives et dispositions transitoires	 93
 Questions internationales	 95

